ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 137 - 30 mars 1990 - prix : 8 F

GAMMA

ACCROISSEMENT DES INEGALITES, MONTEE DU RACISME, LE BILAN DE MITTERRAND-ROCARD

AFP

M 6189 - 1137 - 8,00 F
3796189008001 11370

Montée du racisme, accroissement des inégalités :

LE BILAN DE MITTERRAND ET ROCARD

Rocard soumet un plan pour lutter contre le racisme aux partis politiques représentés à l'Assemblée et en convoque les représentants le 3 avril à Matignon. Il dit vouloir s'opposer à la montée du racisme tout à la fois par l'éducation, l'information, et un accroissement des moyens répressifs.

Avant même les sondages des services du Premier ministre, les élections partielles ont donné un reflet du problème en révélant une croissance des scores du Front National. Et on constate en effet dans les ateliers, dans les bureaux, dans les quartiers, que le racisme ambiant tend de moins en moins à se cacher.

Pourquoi cette montée de réflexes et de sentiments qu'on aurait pu ou voulu croire, il y a encore quelques années, relégués pour toujours ? D'où surgit-elle à nouveau ?

Le racisme comme le nationalisme – et le premier n'est pas fondamentalement différent du second – qui consistent à considérer que les différences entre les hommes, qu'elles soient de couleur de peau ou de culture d'origine, en font des ennemis, ne peuvent venir que de la nuit des temps, du passé barbare de l'humanité, des craintes irraisonnées provoquées par l'ignorance et la bêtise. Ces réflexes et ces sentiments existent toujours de façon latente dans toutes les populations et ne peuvent disparaître par enchantement. Mais ils ne se développent jusqu'à devenir des réactions de masses, qu'exceptionnellement dans certaines périodes, et on ne peut faire abstraction du contexte économique et politique du moment pour expliquer leur soudaine croissance.

Rocard peut bien faire des déclarations d'intention contre le racisme, les faire approuver par ses amis des partis parlementaires, voire même par ses rivaux, sans que cela ait la moindre efficacité. Car le problème n'est pas là. Il est dans la dégradation des conditions d'existence d'une grande partie de la population, frappée par la crise de ces dernières années. Et que fait donc Rocard contre le chômage et les bas salaires, contre l'appauvrissement des plus pauvres qui va de pair avec l'enrichissement des plus riches, contre la dégradation des conditions de logement et de vie qui, depuis une quinzaine d'années, sont les véritables facteurs de la montée du racisme et font grimper les scores des politiciens qui l'expriment ?

Son gouvernement comme les précédents, auxquels lui et son parti ont participé, ont au contraire tout fait pour «accroître les inégalités», en bloquant les salaires puis en les diminuant, en redistribuant aux capitalistes l'argent d'impôts et de prélèvements sans cesse plus lourds, sous le prétexte mensonger qu'on allait créer des emplois en donnant toujours plus. Mitterrand peut bien hypocritement dire maintenant qu'il faut réduire les inégalités. Depuis bientôt dix ans qu'il est à la barre, elles n'ont pas cessé de croître ; pas par hasard, mais délibérément, par une politique systématique contre les travailleurs.

En participant au gouvernement, en assumant les responsabilités d'une politique qui a dégradé les conditions d'existence pour la majorité la plus pauvre de la population, en reprenant la politique de la droite et en profitant du consensus électoral donné par les travailleurs pour l'accentuer dans un sens encore plus défavorable, la gauche a mis le pied à l'étrier d'un Le Pen, qui n'avait aucune audience jusque-là. Elle a contribué à la démoralisation politique dans la classe ouvrière, contribué à faire que des travailleurs se retournent contre d'autres, en s'imaginant qu'ils s'en sortiront mieux et plus facilement sur le dos des plus vulnérables d'entre eux, plutôt qu'en s'en prenant à leurs vrais exploiteurs, les patrons.

Pire même, cette gauche, si avide de places au gouvernement, n'a pas dédaigné à différentes reprises, à de seules fins électoralistes, mettre les pieds dans les traces du Front National, en faisant de la démagogie contre les travailleurs immigrés, et en laissant croire que là pouvait être le problème pour les autres travailleurs. C'est Rocard qui déclarait il y a peu que : «La France n'est plus une terre d'immigration» ! et qu'elle «ne peut accueillir toute la misère du monde». Mitterrand, lui aussi, a employé le terme de «seuil de tolérance». Et même le PCF, dont un dirigeant, Maxime Gremetz, à trois jours d'élections municipales mettant en jeu des mairies tenues par son parti, déclarait qu'il fallait «arrêter l'immigration», espérait bien tirer un bénéfice électoral en chassant sur les terres de prédilection de l'extrême-droite.

Alors non, ce ne sont pas ces gens-là qui vont nous sauver et qui vont réellement faire quelque chose contre la montée du racisme et du chauvinisme. Et pourtant il s'agit d'un péril réel pour les travailleurs, pour la société tout entière.

Le racisme est certainement loin des proportions qu'il a pris dans l'Allemagne nazie par exemple. Mais justement il est temps de rappeler que l'arrivée au pouvoir des nazis s'est soldée par un massacre. Pas seulement le massacre de six millions de Juifs, mais aussi le massacre de neuf millions d'Allemands qui ont péri dans la Seconde Guerre mondiale dans laquelle le régime hitlérien les avait jetés.

Car c'est là que mènent le racisme et le nationalisme. Périssent les peuples en s'entretuant, pour que survivent le capital et la minorité des profiteurs. On n'en est pas là sans doute. Pour le moment le racisme n'est que le fonds de commerce électoral dont se sert Le Pen pour développer son parti, et dont il espère faire un marchepied pour arriver au pouvoir. Mais s'il y parvenait ce serait pour mettre au pas les travailleurs, tous les travailleurs et pas seulement les immigrés, et cela préparerait peut-être d'autres catastrophes.

Ce n'est pas Rocard qui empêchera quoi que ce soit. Mais la classe des travailleurs, elle, le peut. Parce que c'est elle qui produit toutes les richesses, elle qui fait tout fonctionner, elle a les moyens de peser sur l'évolution de la société. Elle a même les moyens de la diriger, pour peu qu'elle sache s'organiser pour la défense de ses intérêts propres. Et c'est à elle d'entraîner la société hors des voies mortelles où l'engagent le racisme et le chauvinisme, en menant ses propres combats.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES CHAROGNARDS

Un millier de manifestants, selon la presse, ont défilé à Montpellier, pour protester contre le viol et l'assassinat de la petite Cécile par un ressortissant marocain.

Les parents avaient pourtant protesté, par avance, contre cette *«initiative tendant à utiliser ce meurtre à des fins racistes et xénophobes».* Et ils avaient déclaré : *«l'assassin de notre fille se prénomme Mahmoud, mais pour d'autres enfants le bourreau se prénomme Pierre, Paul ou Jean.»*

Une des banderoles de la manifestation du Front National.

GAMMA

Oui, mais quand il s'appelle Pierre, Paul ou Jean, le Front National jusqu'à présent ne manifeste pas. Tandis que, malgré la désapprobation explicite du père de Cécile, le Front National a maintenu son appel à manifester. Le fait que cela ait pu aggraver la douleur des parents ne l'a apparemment pas gêné. C'était sans doute un détail... comme aurait dit Le Pen.

Le Front National a également déjà manifesté lors d'un autre assassinat, commis, toujours dans le Midi, par un immigré envers une Française adulte. Mais évidemment le parti de Le Pen n'a jamais manifesté lorsque des immigrés se sont fait tuer par des Français. Il y en a pourtant eu quelques uns ces temps-ci. Le Front National, qui est pour le rétablissement de la peine de mort, est-il pour que la peine de mort puisse s'appliquer également lorsque c'est un policier qui exécute un immigré ? Ou même lorsque c'est un simple citoyen français qui tue un immigré ? Il est clair que non.

Le Front National a demandé, en déposant une gerbe de fleurs sur les grilles du Palais de Justice, *«Justice pour Cécile»*. Et pourquoi pas «justice pour tout le monde» ? Ce n'est évidemment pas la justice qui préoccupe le Front National, ce sont les suffrages des électeurs racistes. La justice et Le Pen, ça fait deux...

RACISME ET DÉMAGOGIE SOCIALE, LES GROSSES FICELLES DE LE PEN

Les résultats des récentes élections partielles, sont assez variables pour le Front National, mais dans l'ensemble il améliore ses résultats. A Clichy-sous-Bois, dans une banlieue ouvrière de Paris, il passe même en seconde position, avec 30 % des voix, derrière le maire sortant communiste, qui est réélu. Si dans cette commune le RPR avait accepté de faire alliance avec le FN, la droite l'aurait emporté largement et le maire de Clichy-sous-Bois, dans cette hypothèse, aurait pu être un lepenniste.

Le Front National est donc peut-être encore en progrès électoral et en tout cas il se «banalise». On peut constater, en particulier dans les entreprises, que de plus en plus d'électeurs du Front National s'affirment ouvertement en tant que tels. Il y a quelques mois encore les mêmes électeurs de Le Pen votaient, mais souvent en cachette et sans trop oser avouer leur geste... De la même façon, et cela va de pair, bien des gens n'hésitent plus à se proclamer racistes.

C'est donc toujours la xénophobie et le racisme qui constituent l'article vedette de la boutique de Le Pen. Ses partisans ne ratent d'ailleurs pas une occasion pour manifester contre les immigrés, comme ils viennent de le faire à Montpellier, à la suite de l'assassinat d'une fillette par un Marocain alors que le père de la fillette avait tenu à condamner toute «récupération» de ce genre.

Mais le racisme n'est pas le seul article en magasin. A la suite de l'interview de Mitterrand à *7 sur 7*, dimanche 25 mars, Le Pen a surenchéri en déclarant : *«Mitterrand... a dû concéder que pendant ses neuf ans de présidence, les inégalités sociales et fiscales n'ont cessé de s'aggraver, et qu'aujourd'hui les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres. Quel aveu !»*

Le Pen se donne donc volontiers l'air de combattre l'inégalité sociale. Il est aussi arrivé que des tracts du Front National protestent contre la trahison commise par la gauche envers les «travailleurs français». Bref, à côté du racisme, il y a également la démagogie sociale.

Une partie de l'électorat ouvrier et populaire de Le Pen est plus ou moins gênée de savoir que son leader est un milliardaire et qu'il a pris position contre le droit de grève. Le Pen a sans doute besoin d'améliorer son image auprès de ceux-là. Et ce type de démagogie est d'ailleurs une vieille tradition de l'extrême-droite, et surtout de l'extrême-droite fasciste. Ce qui ne l'a jamais empêchée, lorsqu'elle parvenait au pouvoir, d'exercer la pire dictature au profit des bourgeois. C'est pourquoi les ouvriers qui suivraient Le Pen, ce milliardaire qui n'aime pas avoir à s'expliquer sur sa fortune, en auraient pour... son argent !

André VICTOR

PCF : Quand ça penche à droite...

Le maire de Clichy-sous-Bois, qui vient de se faire réélire, est connu pour son attitude pour le moins ambiguë envers les immigrés. Il a déclaré dans le passé qu'il «comprenait» son voisin le maire de Montfermeil, qui avait voulu interdire une école aux enfants d'immigrés. C'est qu'il y a justement beaucoup d'immigrés à Clichy-sous-Bois, et que la concurrence du Front National est vive. Alors, comme beaucoup, le maire dit et fait savoir qu'il y a trop d'immigrés dans «sa» commune. Il aurait même comparé les immigrés à des «hyènes», ce qui vient de provoquer un appel à manifester de la part de SOS-Racisme.

Le maire en question a été plus ou moins désavoué par des dirigeants du PCF. Il ne reflète certes pas la ligne officielle. Le PCF pourrait l'exclure pour racisme mais exclure un nouvel élu, c'est dur. Alors, qui sait, le PCF attend peut-être qu'il s'exclut tout seul, un jour, en rejoignant de lui-même les rangs de la droite, sinon de l'extrême-droite. Cela s'est déjà vu dans le passé...

Maxime Gremetz, lui, est parfaitement dans la ligne, du moins on le suppose, vu qu'il est membre du secrétariat du Comité central. Il a déclaré qu'*«il est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés, alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial»*. Cela rejoint les propos de Rocard sur la France *«qui ne peut pas accueillir toute la misère du monde»*.

A trois jours des élections partielles, dans lesquelles des mairies PCF étaient en jeu, ce n'était certes pas innocent. Que ne ferait-on pas pour quelques voix ou quelques sièges ? Et tant pis si cela renforce les racistes et le Front National, en confortant ses électeurs dans l'idée que c'est bien lui qui a raison, puisque les autres partis viennent sur ses positions.

DES PROMESSES, DU VENT : MITTERRAND NE MANQUE PAS D'AIR

(AFP)

■ Les travailleurs qui ont pris la peine de regarder Mitterrand dimanche 25 mars à la télévision n'ont, à certains moments, pas dû en croire leurs oreilles.

Il s'est presque déchaîné, le président de la République. Et sa dent dure il ne l'exerçait pas contre les cibles habituelles ou attendues, le Parti Communiste, l'opposition de droite. Non, c'est la société française elle-même, celle qu'il préside et qu'il gouverne, qui était mise au pilori.

Oui, dans notre douce France – c'est Mitterrand lui-même qui le dit – les inégalités sociales ne font que s'accroître. Les riches sont de plus en plus riches et notre système est toujours plus dur pour les plus faibles.

Mitterrand se donne cinq ans – ce qui lui reste à la présidence – pour remédier à cela.

On croit rêver. Car Mitterrand n'est-il pas président depuis près de neuf ans maintenant ? Ce qu'il n'a pas su, pas pu ou pas voulu faire pendant tout ce temps, pourquoi le ferait-il en moitié moins de temps ?

Bien sûr, on peut toujours penser que mieux vaut tard que jamais. Mais on sait que, en général, ceux qui tardent trop n'ont pas l'intention de s'y mettre jamais.

Mitterrand tonne aujourd'hui contre *«un système fiscal organisé de telle sorte qu'il est toujours plus favorable aux plus riches»*. Mais, bon Dieu, pourquoi ne l'a-t-il pas réformé depuis neuf ans durant lesquels il a eu la plupart du temps une majorité socialiste au Parlement, c'est-à-dire tout pouvoir pour changer la loi ?

Mitterrand s'étonne que *«même les cotisations sociales sont souvent inégalitaires»*. Mais est-ce que ce ne sont pas les gouvernements choisis ou acceptés par lui, ceux de Mauroy, de Fabius, de Chirac et de Rocard, qui ont depuis neuf ans, 1% par 1%, augmenté les cotisations sociales des salariés tout en réduisant peu à peu les prestations versées ?

Mitterrand s'indigne de la hausse des loyers, notamment ceux des logements sociaux. Mais pourquoi donc le gouvernement Rocard et la majorité socialiste revenue au Parlement en 1988, n'ont-ils pas annulé purement et simplement la loi Méhaignerie qu'avait fait voter le gouvernement Chirac et qui organisait cette hausse des loyers ?

Mitterrand dénonce l'inégalité croissante qui fait que *«seuls les plus riches tirent bénéfice aujourd'hui du développement économique»*. Mais c'est lui, c'est son gouvernement, celui de Mauroy avec des ministres socialistes et communistes, qui ont décidé, dès 1983, de bloquer les salaires, permettant ainsi aux profits patronaux d'atteindre des hauteurs inouïes pendant que les salariés perdaient chaque année un peu plus de leur pouvoir d'achat.

Non, vraiment, Mitterrand ne manque pas d'air pour venir nous faire aujourd'hui ce numéro du défenseur du pauvre, de la veuve et de l'orphelin.

Sans doute le président de la République essaie de rattraper l'impression désastreuse faite une semaine auparavant par le congrès du Parti Socialiste. Impression désastreuse qui vient non pas des polémiques ou des affrontements mais du fait que ceux-ci n'avaient d'autre objet que les postes à pourvoir, que les dirigeants du Parti Socialiste n'ont d'autre intérêt que l'accès à la mangeoire.

Mais ce n'est pas une raison, au terme d'une décennie de pouvoir, pour venir nous refaire le coup des promesses. Certains ont pu s'y laisser prendre il y a dix ans, en 1981, quand 20 ans de pouvoir de la droite avaient fait oublier qui étaient Mitterrand et ses amis. Aujourd'hui c'est trop gros.

Oui, c'est sûr, les inégalités ne font que s'accroître. Nous n'avions pas eu besoin de Mitterrand pour nous en apercevoir.

Mais nous ne sommes pas assez stupides pour compter sur lui, qui a tout laissé faire depuis 1981, pour y changer quelque chose.

Il sera au contraire bientôt temps de lui chanter *«dix ans, ça suffit»*... comme on le fit à De Gaulle en 1968.

Editorial des bulletins d'entreprise du 26/3/90

RADIO-FRANCE EN GRÈVE

Gamma

A partir du jeudi 22 mars, les auditeurs de l'ensemble de Radio-France (France-Inter, France-Infos, FIP, Radio Bleue, etc.) n'ont eu droit qu'à un programme musical ininterrompu, ne comportant pas même les quelques bulletins d'information habituels dans le cadre du «programme minimum».

Ce «programme minimum», qui avait fonctionné par exemple en février dernier pendant la grève des journalistes (ils réclamaient l'alignement de leurs salaires sur ceux des journalistes d'Antenne 2), n'a pas pu être assuré cette fois. Car c'est une très grande partie du personnel technique et administratif (80% selon les syndicats – sur environ 2 600 personnes) qui est en grève à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CGC et CFTC.

Selon les informations fournies par une partie de la presse ou Europe N° 1, le mécontentement du personnel de Radio-France est très vif. C'est la première fois qu'une telle grève, «aussi dure», aurait lieu. Elle a été rejointe, chose inhabituelle, par les personnels de nettoyage et de surveillance. Des assemblées générales se tiennent tous les jours. Une partie des journalistes la considéreraient même – chose inhabituelle, elle aussi ! – d'un bon œil...

Il faut dire que les revendications portent, dans ce cas aussi, sur les salaires. Les travailleurs de Radio-France considèrent que, depuis trois ans en particulier, ils ont fourni de gros efforts de «productivité», subissant notamment la suppression de 150 emplois, et ils revendiquent une augmentation mensuelle de 500 F sous la forme d'une prime de productivité avec effet rétroactif sur l'année 1989.

Le PDG (et le ministère derrière lui) répondent par une proposition d'*«intéressement aux résultats de la société»* – avec quelques aumônes, telles qu'un à-valoir de 800 F en avril sur les résultats de 1990, et une prime de 1200 F pour les 238 salariés qui gagnent moins de 6 000 F par mois.

On en était là mardi 27 mars. En tout cas, quand ils voient invoquer des notions de «productivité», de «résultats de l'entreprise», à propos de ce qui est malgré tout en principe un service public d'information, les salariés de Radio-France ont l'occasion de se rendre compte que, journalistes compris, ils ne sont pas différents, aux yeux de leur employeur, des salariés... ordinaires (dont les problèmes et les luttes, soit dit en passant, n'encombrent pas les antennes...).

C. L.G.

Côte-d'Ivoire

NOUVELLES MANIFESTATIONS CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Le 26 mars, alors qu'ils manifestaient dans les rues d'Abidjan contre les réductions des salaires de la fonction publique, plus d'une centaine d'enseignants et de chercheurs ont été interpellés.

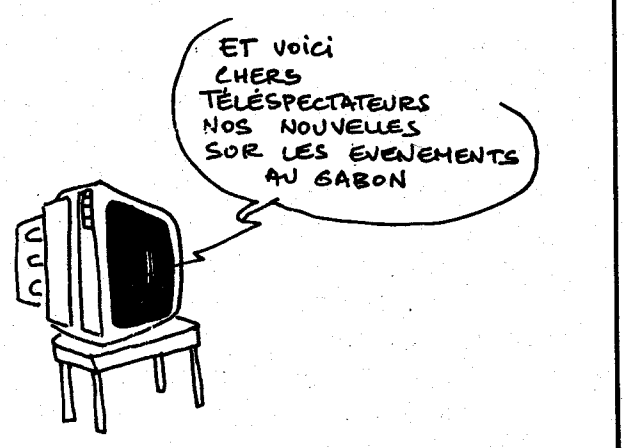
Ces arrestations interviennent au moment où les cadres des services de santé déclarent commencer une grève contre les menaces qui pèsent également sur leurs salaires. Tout rassemblement est désormais interdit, autour des hôpitaux bien sûr mais aussi sur tout le territoire. C'est dire combien le gouvernement ivoirien est sur les dents, à la veille de l'annonce du détail des nouvelles mesures d'austérité, annonce qu'il n'a cessé de reculer tant il craint les réactions de la population.

Car malgré la répression et le déploiement des forces de l'ordre dans les rues d'Abidjan, rien n'a changé : les raisons de la colère qui a donné naissance, à la fin du mois de février dernier, aux manifestations d'hostilité au régime, sont toujours là. Et la menace plane toujours de l'entrée en vigueur des nouvelles mesures d'austérité annoncées par le gouvernement.

Houphouët-Boigny, ce dictateur sénile, n'a pas renoncé à diminuer de 15 à 40% le salaire des fonctionnaires, ni de prélever 10% sur les salaires versés par les entreprises privées pour renflouer les caisses de l'Etat. Seulement ce qui l'a retenu jusqu'à maintenant, c'est une peur salutaire, la peur de provoquer cette colère qui couve et dont il n'est pas du tout sûr que réussissent à le protéger les arrestations, les quadrillages policiers, les violences.

Lucienne PLAIN

Gabon



Comment dit-on "glasnost" en français ?

La Réunion

QUAND LE "RAS-LE-BOL" EXPLOSE

A la Réunion, coup sur coup, deux faits qui de prime abord peuvent paraître anodins, ont donné lieu à des affrontements parfois violents avec la police.

Le mercredi 7 mars tout d'abord, dix à quinze mille personnes se sont retrouvées dans les rues de Saint-Denis (la principale ville de l'île) pour protester contre une décision du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui refusait à Freedom, une télévision privée, le droit d'émettre.

La manifestation avait été appelée par les responsables de Freedom et soutenue par bon nombre d'élus de droite et de gauche. Parmi les politiciens de l'île, personne ne voulait être en reste dans ce combat pour leur liberté d'expression qui, s'il aboutit, pourra leur permettre de parler ou simplement de se montrer. Et comme le motif de la démonstration semblait être bien loin des principales préoccupations de la population réunionnaise – les salaires et l'égalité sociale – a priori aucun risque de débordement n'était à craindre.

Seulement voilà, les organisateurs n'avaient pas prévu que leur manifestation rencontrerait un tel «succès». Des milliers de jeunes, de travailleurs, de chômeurs, certains venant des bidonvilles, étaient là. Cette proximité des gens du peuple a rapidement exaspéré tout le beau monde qui très vite s'est dérobé.

Les autorités ont-elles craint le grand nombre de manifestants peu désirés ? Toujours est-il que dans la soirée, vers 19 h 30, les gardes mobiles ont reçu du préfet (socialiste) l'ordre de disperser la foule. Aux tirs de grenades lacrymogènes ont répondu des lancers de galets et, jusqu'à tard dans la nuit, des manifestants ont résisté aux policiers.

Trois manifestants ont été condamnés en flagrant délit à un mois de prison. Deux autres attendent toujours leur procès. A l'un d'eux il est reproché d'avoir pris trois peluches brûlées dans un magasin.

Deux semaines plus tard ce sont des lycéens du collège de l'Oasis, au Port, qui se sont révoltés contre une note de service modifiant le régime des absences. Le 19 mars dans la matinée, une partie des 1 400 élèves a refusé de rentrer en cours. Puis très vite les galets ont commencé à fuser, occasionnant de nombreux dégâts dans l'établissement. Une première intervention policière n'ayant pas suffi, vers 14 h 30 trois fourgons de CRS accompagnés de véhicules tout terrain ont été appelés à la rescousse. Et une grande partie de l'après-midi, les CRS se sont livrés – sans grand succès d'ailleurs – à une course poursuite avec des jeunes dans les collines voisines.

Ces deux événements inattendus ont inquiété les autorités, qui se demandent si ce début d'automne, qui voit des mouvements *«aux motifs futiles», «sera ou non sans lendemain dans l'île»*. Une telle interrogation reste pour l'instant sans réponse. Mais une chose est tout de même évidente pour tous, la manifestation pour Freedom et la révolte des jeunes du Port sont des signes du profond ras-le-bol qui existe à la Réunion.

VICTIME DE L'INCURIE

A la Réunion, le sous-développement des moyens de secours ne facilite pas les interventions d'urgence.

Mardi 6 mars, à la Plaine-des-Palmistes, une localité des hauts de l'île, un homme a succombé à une rupture d'anévrisme faute de soins rapides. La famille a essayé de joindre au téléphone les deux médecins de la localité, sans succès. Elle a ensuite appelé la police et les pompiers de Saint-Benoît, la ville voisine, sans plus de succès. Quand enfin le SAMU a été appelé, le malade était mort.

Ainsi, dans ce prétendu «département français» de l'océan Indien, l'Etat est incapable de mettre à la disposition de la population des moyens de secours dignes de ce nom.

Par contre, il dispose de moyens presque illimités quand il s'agit de soutenir physiquement, matériellement et financièrement les dictatures de la région, comme on l'a vu tout récemment aux Comores, ou lorsqu'il s'agit de réprimer l'expression des mécontentements à la Réunion même.

AFRIQUE

A propos des événements du Gabon, de Côte-d'Ivoire, du Sénégal :

RÉUNION PUBLIQUE
organisée par
L'UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES (UATCI)

DIMANCHE 1er AVRIL
à 14 h 30
à l'AGECA, 177, rue de Charonne à Paris (11e).

Métro : Alexandre Dumas.

HONGRIE

VENT D'OUEST

Les élections, qui viennent d'avoir lieu en Hongrie, marquent la fin du monopole électoral du PC sur la vie politique du pays. Pourtant les dirigeants du PC ont rebadigeonné l'ex-PC en rose, en le baptisant Parti Socialiste Hongrois. Le principal argument électoral de son leader «réformateur», Imre Pozsgay, était de se présenter comme l'artisan des réformes, l'homme du changement, celui qui avait tout fait, tout rendu possible...

Eh bien on peut dire qu'il a été entendu, les électeurs hongrois ont voté pour le changement au-delà de ses espérances. L'ex-PC n'a eu que 10 % des voix. Un peu plus toutefois que ce dont le créditaient les derniers sondages. Imre Pozsgay, lui-même, qu'on présentait il y a peu encore comme le futur président possible pour la Hongrie, était devancé dans sa circonscription. A défaut de reconnaissance pour tout ce qu'il aurait fait pour eux, les électeurs hongrois ont de la mémoire, Pozsgay et les siens peuvent se poser aujourd'hui en champions de la démocratie, ils n'en ont pas moins contribué à faire régner la dictature sur le pays... Et, le voilà renvoyé pour un temps dans l'opposition.

Est-ce pour autant un raz-de-marée à droite auquel on assiste dans ce pays comme le présente ici la presse ? Si c'était le cas, cela voudrait dire que les anciens dirigeants représentaient la gauche. Ils représentaient plutôt l'Est... Et si aujourd'hui ils se présentent comme la gauche, ils ne représentent pas et n'ont jamais représenté la classe ouvrière, car ces hommes politiques étaient avant tout anti-ouvriers, tout autant que peuvent l'être en France des politiciens bourgeois, qu'il s'agisse de Mitterrand, Fabius, Rocard, Barre ou Chirac !

Alors pour voter contre le passé de dictature et d'oppression à l'ombre des chars soviétiques, les électeurs hongrois ont voté pour des partis présentés comme «nouveaux», même si certains ne le sont pas tant que cela. Des six partis qui passent la barre électorale fixée à 4 % pour accéder au Parlement, ce sont les partis les plus «occidentaux», conservateurs et libéraux, étiquetés de droite ou de centre-droit, qui l'emportent donc.

Les conservateurs du Forum Démocratique, plus le parti des petits propriétaires et celui des Chrétiens Populaires auraient ensemble 40 % des voix. Les libéraux de l'Alliance Libérale Démocratique et leurs proches alliés atteindraient 30 % Et mis à part des différences d'étiquette, sur le fond tous ont en commun de défendre à des degrés divers les valeurs bourgeoises occidentales, la propriété privée, les privatisations, le marché libre, voire la religion.

Le taux de participation relativement important a montré que les électeurs ont au moins apprécié de participer à des élections dont le résultat n'était pas connu d'avance et de suivre des débats électoraux dans lesquels les opinions pouvaient s'exprimer et s'affronter à peu près librement.

Mais qu'en est-il pour le reste ? Les élections terminées, la classe ouvrière – dont les votes se sont éparpillés sur tout l'éventail électoral – se retrouve devant les problèmes posés par l'aggravation accélérée de ses conditions d'existence.

Les prix, notamment ceux des articles de première nécessité, sont en hausse. Dans le cadre des réformes économiques, on annonce des fermetures d'entreprises non rentables, donc des licenciements et l'aggravation du chômage. Même si l'accession au gouvernement d'une équipe franchement pro-occidentale au lieu d'une équipe faussement socialiste ouvrira davantage encore les frontières aux capitaux étrangers – mais l'équipe précédente les avait déjà largement ouvertes –, cela n'améliorera pas les conditions d'existence de la classe ouvrière.

A supposer que les travailleurs aient des illusions sur les changements économiques liés au changement gouvernemental, l'évolution des choses risque donc de les

ROUMANIE

DES GOURDINS CONTRE LA MINORITÉ AUX GOURDINS CONTRE TOUTE LA

Après les affrontements des 19 et 20 mars à Tirgu Mures, en Transylvanie, entre Roumains et minorité hongroise, des manifestations ont eu lieu toute la semaine suivante. Dans la ville de Tirgu Mures d'abord, ils étaient quelque 4 000 à manifester leur haine des Magyars à l'appel de l'organisation nationaliste roumaine intitulée Vatra Romanesca (Le Foyer Roumain), certains armés de gourdins, et encore un millier les jours suivants. Et des manifestations anti-hongrois ont eu lieu dans d'autres villes, Sibiu, Brasov, Cluj. A Bucarest, dans la nuit du samedi 24 mars, l'agence de la compagnie d'aviation hongroise a été incendiée.

Cette montée des haines nationales est abjecte en elle-même. Mais les pogromistes peuvent servir de masse de manœuvre à des fractions de l'appareil d'Etat et des couches privilégiées. Et elles servent déjà. Les troupes de Vatra Romanesca ont été ramassées dans les villages et transportées en camions, ce qui ne pouvait évidemment pas se faire "spontanément". Et l'opération de Tirgu Mures n'était pas la première du genre.

Dans la ville de Tirgu Mures elle-même, les autorités locales, très liées à Vatra Romanesca, ont dû, pour calmer la situation, être remplacées par le représentant du gouvernement... Et *Le Monde* des 25/26 mars citait les propos d'un officier des parachutistes stationnés dans les rues de Tirgu Mures pour y éviter de nouveaux affrontements : *"Nous ne prenons pas parti, mais si les Hongrois recommencent à semer le désordre, nous avons des armes et les munitions ne sont pas loin."* L'un des principaux quotidiens régionaux de Transylvanie, *Le Matin de Sibiu* (cité par *Le Monde*) parlait, à propos des affrontements de Tirgu Mures *"des hordes de Huns en armes"* déferlant *"dans le centre de Tirgu Mures comme s'ils étaient encore dans leurs steppes natales."*

Quant aux intellectuels libéraux roumains, ceux qu'on nous présente aujourd'hui comme les artisans de la future démocratie roumaine, même s'ils s'étaient, pour nombre d'entre eux, accomodés de la dictature, ils semblent bien eux-mêmes pétris de nationalisme et reprendre à leur compte, justifier ou propager la haine nationale. A commencer par le

Gamma

Manifestation des Magyars à Tirgu Mures.

ÉLECTORAL

(AFP)

Imre Pozsgay non élu : l'artisan du changement victime du changement.

HONGROISE... POPULATION ?

faire vite déchanter. Malgré le changement du régime, les ouvriers hongrois feront vite l'expérience que, pour préserver leurs conditions d'existence, il faut qu'ils se battent, comme doivent le faire leurs camarades en Pologne. D'autant que les travailleurs en Hongrie se sentent certainement moins liés à l'égard du Forum Démocratique ou de l'Alliance, partis nés en dehors d'eux, que les travailleurs polonais ne se sentent liés à Solidarité, ce syndicat dont les dirigeants exercent aujourd'hui directement - et contre eux - le pouvoir en Pologne.

Cécile BERNIER

gouvernement en place qui s'est empressé de dénoncer la main de l'étranger, en l'occurrence du gouvernement hongrois, dans les événements. Mais pas que lui : le journal *Le Monde* du 23 mars écrit : *"Des intellectuels pourtant éclairés de Bucarest font ouvertement part de leur crainte de l'arrogance et de la domination magyare."* L'ex-dissidente Doïna Cornéa aurait elle aussi critiqué les "prétentions hongroises".

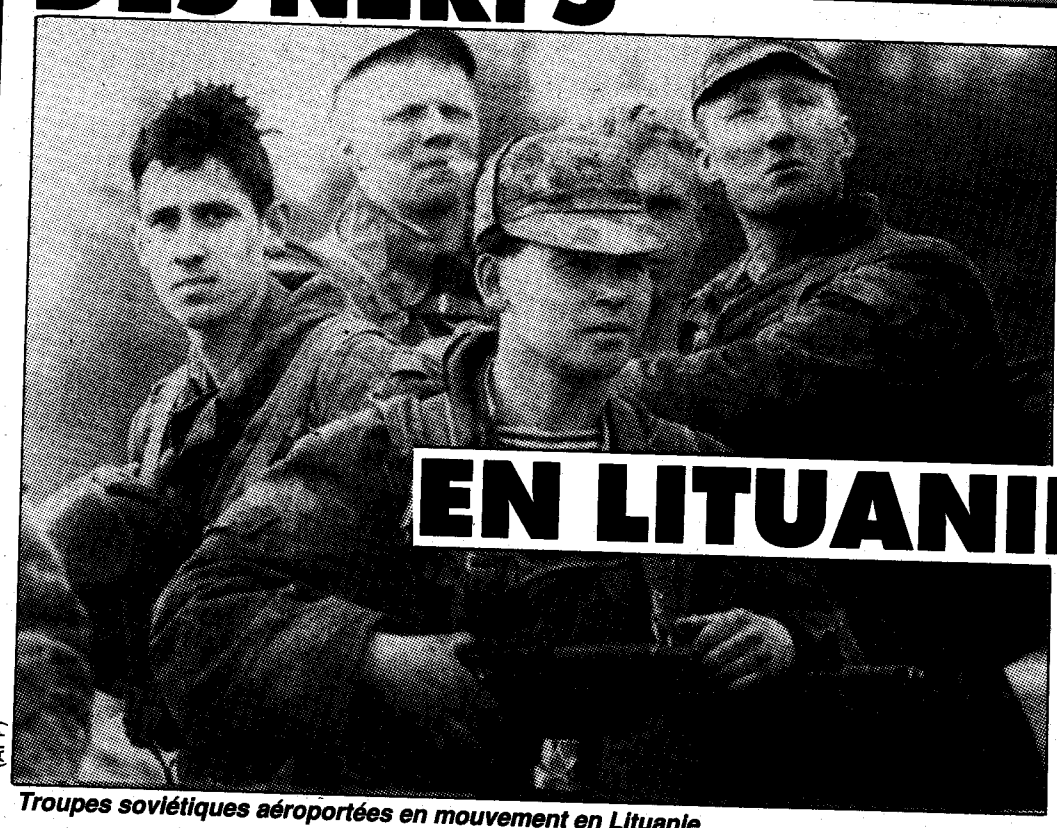
Dans la minorité hongroise qui a eu quelques illusions sur un allègement de l'oppression nationale après la chute de Ceausescu, et qui a vite déchanté, la réaction se situe tout naturellement sur le même terrain nationaliste. La minorité hongroise, particulièrement impliquée dans les émeutes de Timisoara qui ont accéléré les manœuvres visant l'élimination de Ceausescu, est restée relativement mobilisée pour revendiquer un certain nombre de droits démocratiques qui la concernaient. Une Union Démocratique de Magyars de Roumanie s'était constituée dans la minorité d'origine hongroise, revendiquant notamment le droit d'avoir des écoles hongroises. Les matraques des troupes de Vatra Romanesca ont remplacé la police officielle pour nier, par la force, ce droit démocratique élémentaire.

Mais ces matraques ne serviront pas seulement à faire taire les revendications de la minorité hongroise. Elles pourront aussi bien servir - et serviront - contre tous les droits démocratiques. Y compris pour faire taire les intellectuels libéraux aujourd'hui complaisants à l'égard du nationalisme.

Olivier BELIN

URSS

GUERRE DES NERFS EN LITUANIE



(AFP)

Troupes soviétiques aéroportées en mouvement en Lituanie.

Le ton de Gorbatchev s'est durci à l'égard du gouvernement lituanien. Des parachutistes soviétiques ont occupé, à Vilnius, trois bâtiments appartenant au Parti communiste lituanien, arguant le litige entre les deux fractions, l'une favorable à l'indépendance, l'autre contre ; quelques jeunes soldats d'origine lituanienne considérés comme déserteurs par les autorités soviétiques ont été arrêtés et tabassés...

Mais lorsque l'on y regarde d'un peu près, ces gestes, destinés à maintenir une certaine tension, restent dans une certaine limite, qui apparaît soigneusement calculée. Quelques paras - on parle d'une vingtaine - occupent des locaux qui n'ont aucune importance, ni militaire en cas d'affrontement armé, ni même symbolique pour la majorité de l'opinion nationaliste lituanienne, puisqu'il s'agit des locaux du parti ; l'armée intervient en prenant un prétexte qui relève plus d'un banal conflit de copropriétaires que de mobiles politiques planétaires ; quelques jeunes lituaniens en rupture d'armée sont passés à tabac : il faut reconnaître que l'armée soviétique a fait pire en matière de répression !

Bien évidemment les choses peuvent s'aggraver. Mais pour le moment, tout cela a plus l'allure d'une guerre des nerfs, d'une sorte de partie de poker dont aucun des partenaires ne souhaite sérieusement qu'elle dégénère en rixe, encore moins en affrontement armé. Ce qui n'exclut pas qu'il puisse y avoir des blessés, ou même des morts dans la population, mais ce ne serait là que la menue monnaie qui sert habituellement d'enjeu aux gouvernants dans ce genre de face-à-face.

Il semble cependant que cette attitude ait eu pour premier effet de contraindre les autorités lituaniennes à adoucir leur langage, sans avoir à revenir sur le choix essentiel : celui de l'indépendance. Elles ne voulaient pas négocier cette indépendance avec Moscou. Aujourd'hui, le président de la République lituanienne Landbergis, sans prononcer le mot négociation, déclare que le dialogue est souhaitable. Alors que les premiers jours de la crise, les dirigeants lituaniens affichaient une attitude profondément sereine, ils expriment aujourd'hui leurs inquiétudes. Mais cela peut être autant de feintes, attitude classique tant au poker que dans des négociations...

Bien évidemment, on ne peut rien exclure, pas même des dérapages contrôlés, et même incontrôlés. Mais pour l'instant Gorbatchev peut considérer qu'il a réalisé son objectif : démontrer d'un même coup qu'il est prêt à renégocier les rapports avec des républiques périphériques de l'URSS, mais qu'on ne peut le mettre devant le fait accompli. Cette démonstration ne vise pas seulement les Lituaniens, mais tous ceux qui peuvent s'inspirer de leur exemple, tant dans le domaine des revendications nationalistes que dans d'autres domaines.

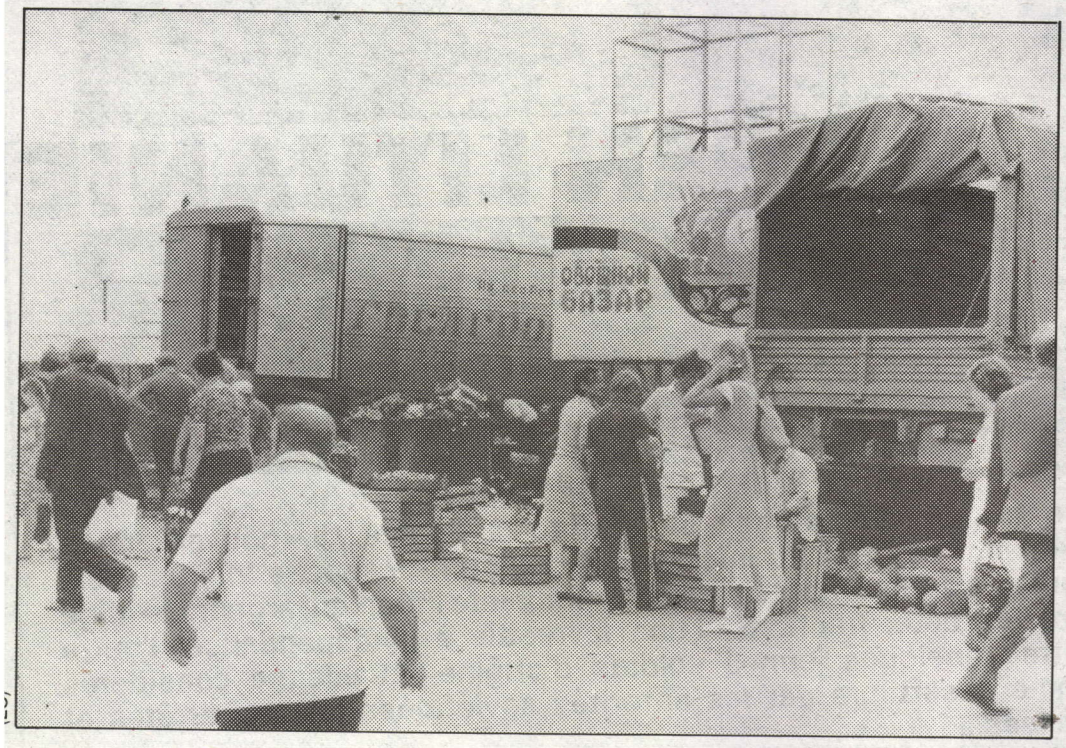
Mais dans ces événements, on a vu des militaires investis de responsabilités politiques, plus, semble-t-il, qu'en d'autres circonstances semblables. Ce sont eux en particulier qui ont été, ces derniers jours, les interlocuteurs des autorités lituaniennes, alors même que Gorbatchev, après avoir déclaré le 13 mars que la décision du parlement lituanien de proclamer son indépendance était illégale, et le 21 mars qu'il donnait un délai de sept jours aux Lituaniens pour remettre les armes à feu aux militaires soviétiques, s'est tenu à l'écart.

Cela ne veut pas dire que les militaires ont agi à l'insu du président soviétique. C'est une manière pour Gorbatchev de faire la démonstration qu'il ne les tient pas à l'écart, et par la même occasion, de les impliquer dans sa politique. C'est un jeu subtil, sans doute, dont les données ne sont pas toutes apparentes, ni les issues toutes prévisibles.

J.-P. VIAL

LE DÉLABRE DE L'ÉCONO SOVIÉTIQU

Les Soviétiques, du moins ceux qui font partie de la population laborieuse, vivent de plus en plus mal. C'est un fait. A en croire un discours de Gorbatchev du 5 février, la production augmente (un peu) mais l'approvisionnement reste exécrable. C'est une contradiction, selon lui, due à la période où deux systèmes – le nouveau et l'ancien – se cumulent et se neutralisent pour un temps.



Les camions de kolkhozes vendent directement aux consommateurs, ce qui est le moyen de distribution encore le plus rapide.

De petites boutiques pimpantes qui vendent fruits et légumes, mais à des prix... "coopératifs" plus élevés que dans les magasins d'Etat.

Queue devant un magasin de chaussures. Longue queue à gauche pour les chaussures de femmes (il y avait des nouveaux modèles). Plus courte à droite pour les chaussures d'hommes (moins de choix).

Pak/Gamma

L'APPROVISIONNEMENT EN DIFFICULTÉ

Il est un fait que la (toute) petite production marchande augmente (mais cela concerne surtout les services et bien moins les biens concrets) : coopératives et entreprises d'Etat ou du secteur public passées en «*Khozrachtchot*» («autonomie comptable»). Mais précisons que cela ne concerne pas, loin de là, toutes les entreprises passées sous ce régime : selon les statistiques officielles, 10 à 20% sont au bord de la faillite, n'honorant pas leurs contrats ; environ 60% ne font pas mieux qu'avant ; et pour 20 à 30%, il y a une amélioration plus ou moins notable. 10 à 20 % seulement de ces entreprises, selon la presse soviétique, seraient rentables au sens occidental.

Il reste aussi tout le secteur vital pour le pays : industrie lourde et agriculture, transports routiers et ferroviaires qui ne sont pas soumis à cette rentabilité-efficacité (relative) de l'autonomie comptable et qui sont d'une efficacité très faible.

Au niveau de la consommation, cette fois le système est très fruste ; par exemple, dans un quartier de Moscou, qui passe pour privilégié, pour 10 à 12 000 habitants, il peut y avoir sept petits supermarchés, selon les standards occidentaux et quatre superettes, plus une vingtaine de petites boutiques ou kiosques ainsi qu'un marché «kolkhozien», en fait coopératif, de fruits et légumes.

L'équipement d'infrastructures lourdes est très insuffisant. Un exemple : à Moscou, vingt trains frigorifiques de viande arrivent tous les jours, les entrepôts frigorifiques ne peuvent en absorber que quatre. Inutile de dire à quoi ressemble la viande, même en hiver, quand elle arrive au magasin du coin (le déchet est énorme, car il s'agit – obligation militaire – à 80-90% de viande surgelée qui est d'abord allée s'entasser 6 mois dans les frigorifiques de l'armée, qui a la priorité sur toutes les viandes). Le stock militaire approvisionne ensuite la ville au fur et à mesure que les kolkhozes livrent à l'armée.

... ET RAIS

En outre, le réseau de transport (routes-trains) est dans un état lamentable. Le nombre d'accidents de la route dûs à des camions est élevé. Les camionneurs, d'après la presse soviétique, sont souvent ivres (c'est un travail non qualifié où se retrouvent les travailleurs qui ne peuvent pas faire autre chose). Les camions sont vieux, mal entretenus, les routes défoncées. Comme toute la construction, celle des routes est bâclée : on ne sait pas compacter le sol, de ce fait il se gondole, se crevasse avec le gel et la pluie ; le personnel du BTP et des routes manque de matériel et est formé soit de soldats des bataillons disciplinaires qu'on appelle les «strojbat» – bataillons de construction – soit des prisonniers, soit des gens de la campagne en rupture de kolkhoze. En province, c'est pire. Alors les camions d'alimentation arrivent... ou pas.

MENT
OMIE
E...

Dans les chemins de fer, le réseau est vieux, inadéquat, le personnel insuffisant et vieilli. Selon *Les Nouvelles de Moscou,* les gens quittent d'eux-mêmes les centres ferroviaires car il n'y a rien pour les loger, rien de construit depuis 40 ans. Restent les femmes et les invalides : les réparations ne se font plus. Pour ne prendre qu'un exemple, tous les trains Paris-Moscou ont du retard. Ils prennent ce retard uniquement sur la portion Moscou-Brest (Litovsk) : c'est une voie internationale, vitale car elle dessert la Pologne, la RFA, l'Europe du Nord, mais les voies sont si déformées qu'on y roule à 50/60 km de moyenne (les *Izvestia* expliquaient en janvier que cela coûte à l'URSS des milliards de compensations en devises, car ses trains ratent les correspondances et les voyageurs doivent de ce fait emprunter les trains allemands). Cela ne change rien, on continue. Alors les trains de ravitaillement – et pas besoin d'invoquer, comme le fait la presse soviétique, le «sabotage» des cheminots nationalistes azéris, car c'est partout pareil – ne respectent pas les horaires, sont bloquées sur des voies uniques engorgées. Cela suffirait à expliquer les raisons matérielles de bien des à-coups dans l'approvisionnement.

LES CONSÉQUENCES DE "L'AUTONOMIE RÉGIONALE"

A ces problèmes s'ajoutent aussi ceux provoqués par les différences régionales : proximité ou éloignement des centres urbains des kolkhozes ou d'autres centres produisant des objets de consommation courante. Et il y a aussi l'autonomie régionale : chaque région, ville, république (sauf Moscou) est en autonomie complète. De ce fait, les autorités cherchent le moins possible à importer des autres régions – d'où de nouvelles pénuries – et cherchent à exporter (autant que faire se peut, à l'Ouest le plus possible, contre devises bien

SES
ONS

Les mineurs en grève revendiquaient aussi de meilleurs approvisionnements.

entendu). Cela fait autant de marchandises en moins dans les magasins. Le micro-nationalisme à base économique aboutit aussi à limiter l'accès des marchandises les plus demandées aux seuls habitants du coin pour éviter l'exportation sauvage (fort pratiquée) vers les régions pauvres ou les campagnes.

En conséquence, à Leningrad par exemple, dans les magasins, il y a maintenant pour certains produits trois sortes de consommateurs :

1°) Ceux qui habitent dans le quartier et qui ont droit à tout ce qu'on trouve.

2°) Ceux qui habitent Leningrad, mais dans un autre quartier, et qui ont un accès limité (en poids, en nombre) à ces produits.

3°) Ceux qui ne sont pas de la ville et sont exclus de l'achat par exemple des cigarettes, de la viande, de fromage, des vêtements, etc. Pour tous on vérifie les passeports intérieurs.

Avec des nuances locales selon les produits (ou des différences entre habitants de la république et les autres, ou de la ville et autres), il en est de même à Vilnius, Kaunas, Odessa entre autres. Mais ce rationnement de fait n'a pas notablement fait augmenter l'approvisionnement : à la différence de ce qui s'était passé il y a un an, avec l'introduction du rationnement par ticket pour le sucre.

La raison en est peut-être que les autorités, à tous les niveaux, prélèvent le plus qu'elles peuvent pour tenter d'exporter et de se procurer des devises pour moderniser l'économie. On en parle un peu dans la presse soviétique, à l'occasion de reportages sur les entreprises qui décrochent des contrats d'exportation, ou sur des expositions de matériel électro-ménager soviétique à l'étranger dont aucun exemplaire n'est vendu en URSS même.

LE PILLAGE DE L'ÉCONOMIE

A cela s'ajoute un pillage croissant de l'économie par tous ceux qui approchent des circuits de distribution. Ce n'est pas nouveau, mais les appétits ont augmenté avec les prix et avec la richesse de la couche des petits entrepreneurs, coopérateurs, etc. Il y a cinq ou six ans, le salaire moyen était de 200 roubles et un salaire de 700 était jugé confortable (directeur d'usine, académicien). Aujourd'hui le salaire moyen dans le secteur public est de 250 à 260 roubles mais les coopérateurs font du 2000, 3000 roubles (déclarés), parfois 5 à 10 000 roubles quand ils travaillent avec l'étranger (électronique, export) ; du coup ce sont des revenus du même ordre que les responsables de la distribution (et tous les bureaucrates qui les côtoient, qui les «protègent») veulent obtenir.

Comme en cinq, six ans le salaire moyen officiel n'a augmenté que de 25%, tandis que les hauts revenus de la petite bourgeoisie ont presque décuplé, le pillage par la petite et moyenne bureaucratie s'est fait plus impitoyable pour maintenir ses revenus au top niveau. Cela prend une tournure où commerce et criminalité sont intimement liés (de nombreux scandales touchent, précisément des cadres moyens de l'Etat) sur une base territoriale généralisée. On n'en est plus, comme sous Brejnev, à parler de mafia ouzbèke ou géorgienne seules : chaque ville a sa ou ses mafias dont les liens avec l'appareil s'étalent au grand jour à l'occasion «d'affaires» quasi-quotidiennes.

Cela ne contribue pas peu à vider les étals, les magasins, d'autant qu'il y a une demande en augmentation : les bureaucrates ne consomment évidemment pas tout, mais ils revendent à des petits-bourgeois qui ont de l'argent et qui sont paniqués par les rumeurs de hausse des prix et cherchent à convertir au plus vite leurs revenus en biens de consommation semi-durables ou durables. Quant aux denrées, elles filent aussi en partie au marché noir : approvisionnement de magasins privés, de restaurants privés. Du coup, ce qui disparaît du circuit d'Etat réapparaît, en partie, sur le secteur privé à des prix multipliés par deux, trois voire par dix, selon ce dont il s'agit. Mais un écrémage massif en amont fait que les produits ou denrées les plus recherchées n'apparaissent pratiquement plus jamais, même par hasard comme avant, dans les magasins d'Etat, à des prix d'Etat.

S'agissant des denrées, il faut ajouter que la production agricole et agro-industrielle n'a pas été concernée par le léger mieux dont parlait Gorbatchev dans son discours du Plénum : les paysans à vouloir se mettre à leur compte restent encore des exceptions même s'il s'est récemment tenu à Moscou un congrès des fermiers.

Dans ce cadre-là, l'idée que localement l'appareil accroît les difficultés pour des raisons politiques est fort répandue. C'est évidemment invérifiable. Mais force est de constater : 1°) qu'il en a les moyens ; 2°) que certaines pénuries subites ont éclaté, par exemple, juste avant les fêtes, de façon généralisée et inexplicable par des raisons purement économiques : 300 millions de litres de champagne introuvables du 20 au 31 décembre 1989 sont réapparus le 3 janvier 1990 ! ; 3°) que ces pénuries donnent lieu à de véritables batailles d'appareil avec des manifestations de villes entières parfois (Sverdlovsk, Karkhov, Volgograd) ; 4°) que les «conservateurs» font des pénuries leur cheval de bataille dans la lutte contre les réformes et le «marché sauvage».

Il faut ajouter à ce tableau, par ailleurs fort incomplet, que si certains produits occidentaux font leur apparition – timide et au prix fort – dans quelques boutiques : produits de luxe, de beauté, habillement, jouet Playskod, etc., sans parler d'ordinateurs importés plus ou moins légalement, mais pas toujours, il y a aussi une disparition progressive de certains produits, agro-alimentaire, électro-ménager, etc., venant des pays de l'Est ; les contrats ont été renégociés d'Etat à Etat entre l'URSS et ces pays.

La course aux devises (au noir) qu'avait gelée un temps la dévaluation de 90% du rouble touristique en novembre, a repris de plus belle. Le taux est actuellement de 1 F = 2 roubles au noir ; 20 fois moins qu'il y a 6 mois par rapport au taux officiel. La facilité des voyages à l'étranger (limitée par la seule allocation de 2 000 F maximum pour un an, mais qu'on tourne par le marché noir si on a de l'argent), de certains achats tolérés en devises, ici, permettent à la petite bourgeoisie de ne pas trop souffrir. Mais le reste de la population, elle, ressent durement les pénuries croissantes sur le marché d'Etat.

À PROPOS DE L'AUTONOMIE COMPTABLE

Le fait que nombre d'entreprises sont en «khozrachtchot» (autonomie comptable) influe plus sur les mécanismes comptables que sur la production ; cela stimule moins le volume de biens offerts que la valeur qui leur sera attribuée. Ainsi, pour être «rentables», «khozrachtchot» oblige, bien des entreprises, des trusts ne produisent ou ne commercialisent que ce qui est le plus rentable, d'où des pénuries accrues de biens de large consommation et à bas prix, subventionnés par l'Etat.

Quelques faits sont révélateurs de l'aspect délictuel de l'appropriation-accumulation sauvage. Une firme privée d'exportation avait eu toutes les autorisations (par complicité payée à bien des niveaux) d'exporter un train complet... de tanks : affaire de Novorossisk, en janvier... Le 9 février, un trafic du même genre a été découvert par la douane de Riga (Lettonie) : un train de conteneurs allait être chargé sur bateau vers l'Europe de l'Ouest avec 570 tonnes d'aluminium et des dizaines de tonnes de titane, avec des documents «en règle», visés par le KGB !

La presse soviétique et la télévision se font fréquemment l'écho de tels scandales. Et encore ne s'agit-il que de ceux qui sont découverts !

L'économie soviétique n'est, comme on peut le voir, pas sortie du marasme, loin s'en faut. Et pour le moment, la place croissante faite à l'économie de marché au sein de cette économie planifiée bureaucratiquement – c'est-à-dire pas vraiment planifiée et sûrement pas rationnelle – laisse toujours la plus grande partie des consommateurs soviétiques sur leur faim.

Patrice LAFFONT

GAMMA

Afrique du Sud

L'APARTHEID TUE TOUJOURS

Le 26 mars, en ouvrant le feu sur une manifestation anti-gouvernementale partie des ghettos noirs du sud de Johannesburg, la police a fait au moins huit morts et près de 400 blessés, dont certains très graves, puisque le chiffre des morts n'est pas donné comme définitif.

(AFP)

Les heurts ont été particulièrement violents. *"On se serait cru dans une zone de guerre"* devait déclarer un porte-parole du Front Démocratique Uni (UDF). Des ghettos de Sharpeville, de Sebokeng et d'Evaton, dans le triangle du Vaal, c'est-à-dire la région des mines d'or, au sud de Johannesburg, les manifestants convergeaient vers le siège du Parti National, le parti gouvernemental, situé au centre de la ville blanche de Vereeniging, toute proche. Depuis quelque temps, tant que les rassemblements ou manifestations restaient à l'intérieur des ghettos, la police blanche laissait à l'ANC le soin de maintenir l'ordre, y compris de réprimer. Mais les manifestants du 26 mars ont quitté les six bidonvilles noirs situés au sud de Johannesburg pour protester, par dizaines de milliers, contre les conditions de vie, la ségrégation dans l'enseignement, les loyers trop élevés et le manque de logements, la vie chère, la gabegie administrative. Et c'est la police anti-émeutes, raciste, identique à elle-même, qui a mitraillé les rangs des manifestants pour briser leur marche et faire respecter l'état d'urgence qui sévit depuis juin 1986 dans tout le pays.

Au moment où les dirigeants de l'ANC exilés commencent à rentrer en Afrique du Sud et se préparent à des pourparlers avec le gouvernement de Frederik De Klerk, la violence de la répression éclate de nouveau. Voici à peine plus d'un mois et demi que Mandela est sorti de la prison où il était enfermé depuis 27 ans. Depuis, rien n'a changé vraiment pour les Noirs pauvres des ghettos. La police du gouvernement de l'Apartheid assassine toujours les Noirs qui revendiquent dans la rue.

Brésil, Afrique

À l'heure des émeutes de la faim

Au Brésil, des affamés se sont précipités pour piller des magasins. L'armée est intervenue. Au Gabon, pays considéré comme riche, avec un président-dictateur, il y a aussi des émeutes, à la suite d'un plan d'austérité. Le Gabon est protégé par la France qui y possède une base militaire et qui vient d'expulser un opposant qui avait parlé à la télé.

Pour ceux qui l'auraient oublié, le Brésil et le Gabon sont des pays capitalistes, dans lesquels les intérêts des grandes puissances, dont la France, sont écrasants.

La marée noire de "l'Exxon-Valdez"

C'EST TOUJOURS LA FAUTE À "PAS DE CHANCE"

Le procès du capitaine de l'*Exxon-Valdez,* ce pétrolier qui s'était échoué il y a un an sur la côte sud de l'Alaska en déversant 10 millions de litres de pétrole, s'est terminé par une condamnation du capitaine à 1000 heures de nettoyage de la plage et 50 000 dollars de dommages et intérêts (environ 300 000 F) pour *«pollution par négligence»* et par son acquittement pour l'inculpation de conduite en état d'ivresse et imprudence dangereuse.

Le capitaine, accusé de tous les maux au départ, a finalement été largement disculpé ; il est vrai qu'Exxon, le trust pétrolier responsable du transport, lui, n'a pas été jugé du tout. Et finalement l'une des grandes catastrophes écologiques qui a détruit une partie de la faune de cette région n'a pas et n'aura sans doute jamais de responsable !

En attendant, un an après, la côte est toujours polluée et ce n'est pas le capitaine qui pourra la nettoyer à lui seul même avec ses 1000 heures de travail. Exxon qui ne se sent sûrement pas vraiment blanc dans cette affaire de marée noire a déjà dépensé 2 milliards de dollars pour commencer le nettoyage de la côte, mais ce n'est à l'évidence pas suffisant.

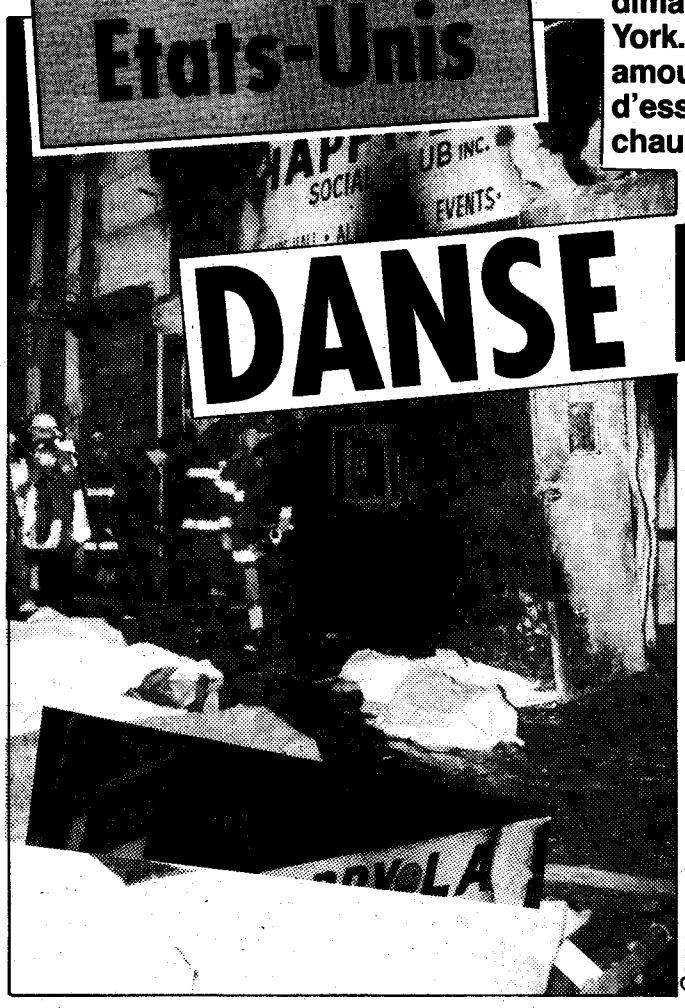
A chaque marée noire, c'est le même scénario : les grandes compagnies responsables s'en tirent avec quelques faux frais supplémentaires mais ne payent jamais le prix des catastrophes qu'elles occasionnent. Elles se retournent contre un lampiste, un capitaine en l'occurence - celui de l'*Exxon-Valdez* a été licencié immédiatement - et n'en continuent pas moins à faire sillonner les océans par des pétroliers de plus en plus gigantesques qui, au moindre dommage, déversent des centaines de milliers de tonnes de leur cargaison polluante.

Toujours plus vite, toujours plus grand : l'essentiel est que ça rapporte et comme, même en cas d'accident, les grandes sociétés pétrolières ne payent que des sommes symboliques par rapport aux bénéfices engrangés, il n'y a pas vraiment de raison que ça s'arrête !

Etats-Unis

87 personnes ont trouvé une mort horrible dimanche 25 mars dans l'incendie d'un dancing à New York. Il s'agit apparemment d'un incendie criminel : un amoureux éconduit serait revenu avec des bidons d'essence dont il aurait répandu le contenu au rez-de-chaussée de l'établissement, avant d'y mettre le feu.

DANSE MACABRE


Gamma

Mais le fait est que cet immeuble vétuste du Bronx, un quartier déshérité de New York, s'est embrasé à toute vitesse et que les danseurs ont été littéralement pris au piège, la plupart sont morts asphyxiés sans pouvoir sortir.

La salle de danse, située au deuxième étage, n'avait pas de fenêtres et la seule issue de l'immeuble était une unique porte au rez-de-chaussée.

D'ailleurs la non-conformité évidente aux règles élémentaires de sécurité avait entraîné la fermeture de l'établissement en 1988. Mais il continuait à fonctionner clandestinement, comme plusieurs centaines d'autres établissements dans le même cas, situés eux aussi en majorité dans le Bronx.

Ce sont les Noirs ou les émigrés d'origine hispanique de ce quartier qui fréquentent ces dancings ; la plupart des victimes du *Happy Land* («Terre Joyeuse»), puisque tel est le nom de ce dancing, étaient Honduriens ou Dominicains.

Suite à la catastrophe, la police s'est mise à faire un peu plus de zèle pour faire respecter les décisions administratives de fermeture. Lundi 26 mars, elle a commencé à faire le tour de 173 clubs et discothèques dont il est de notoriété publique qu'ils continuent clandestinement leurs activités. Ensuite elle fermera sans doute à nouveau les yeux... jusqu'au prochain drame. Car finalement personne ne se soucie réellement du sort de ces laissés-pour-compte de la grande métropole du pays le plus riche du monde ; si ce n'est pour faire des profits sur leur dos et parfois avec leur peau !

CRAMIF (Paris 19e)

Mécontentement au Service social :

UN SERVICE QUE L'ON RÉDUIT QUAND LES BESOINS AUGMENTENT

Lundi 26 mars, le personnel du service social de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile de France (CRAMIF) était en grève et près de 300 assistantes sociales, secrétaires, puéricultrices et cadres se sont retrouvés au siège de la CRAMIF pour demander des comptes à la direction sur le manque de personnel. Cette grève avait été décidée quinze jours auparavant lors d'une assemblée générale appelée par l'ensemble des organisations syndicales et à laquelle deux cents employées de ce service avaient participé.

Se retrouver à 200 puis 300, toutes ensemble, n'est pas chose fréquente pour ce service. En effet, le personnel social de la CRAMIF (un millier au total) est réparti dans tous les départements de l'Ile de France. Il intervient soit dans les caisses de Sécurité sociale, auprès des assurés sociaux gravement malades, soit dans les mairies, auprès des populations les plus défavorisées.

Si le ras-le-bol a éclaté récemment c'est que, sur ordre du ministère, suite à un rapport de la Cour des comptes jugeant que le personnel était trop important, depuis plus d'un an toute embauche est interdite. Petit à petit la pression augmente pour que les employées remplacent les absentes, prennent en charge des secteurs plus importants laissés vacants par des employées malades, des femmes en congé maternité ou parental. A ces pressions se sont ajoutées depuis quelques mois des restrictions dans les accords de travail à temps réduit. Cent cinquante employées travaillent entre 19 h 30 et 32 heures comme la loi le permet. Face au manque de personnel la direction essaie d'imposer que toutes ces personnes signent un contrat de 32 heures, ce qui modifierait complètement les conditions de vie de ces assistantes ou secrétaires.

Les conséquences du manque de personnel se font bien entendu sentir du côté du service de la population. Les personnes en difficulté ne peuvent pour la plupart effectuer leurs démarches administratives seules. C'est le service social qui agit auprès des organismes comme la Caisse d'allocations familiales, les ASSEDIC ou les employeurs, à la place des intéressés. Si ces démarches ne sont pas effectuées par manque de personnel, aucun service ne prendra le relais. Ces personnes perdront leur droit au remboursement de leurs soins, le bénéfice des indemnités journalières ou d'une prestation comme la pension d'invalidité ou l'allocation adulte handicapé. Elles se retrouveront tôt ou tard sans ressources, bénéficiaires potentiels du revenu minimum d'insertion !

C'est au moment où la pauvreté augmente que l'on réduit les effectifs du service social... C'est contre cette politique que les employées ont manifesté et comptent le faire de nouveau si aucune décision d'embauche n'est prise dans les semaines qui viennent.

Correspondant LO

TOUCHAIS PAS À MON ROSÉ

«L'alcool, non, l'eau ferrugineuse, oui». *Ce vieux sketch, de Bourvil, du poivrot défendant les effets bénéfiques de sa boisson rosée était prémonitoire. Mais si on peut avoir, dit-on, une «santé de fer», le ferrocyanure de potassium avec lequel on traite nombre de vins a parfois la mauvaise idée d'engendrer de l'acide cyanhydrique d'un tout autre effet.*

C'est en tout cas la raison pour laquelle la direction générale de la répression des fraudes a donné ordre de retirer de la vente toutes les bouteilles de rosé d'Anjou 1988 et 1989 des établissements Touchais de Maine-et-Loire, certaines bouteilles analysées s'étant avérées contenir de l'acide cyanhydrique. Les inspecteurs de ce service se sont engagés à passer au crible de l'analyse d'autres rosés ; car c'est paraît-il une pratique ordinaire et légale de traiter au ferrocyanure les rosés ayant trop traîné dans des fûts en fer, afin de leur enlever ce goût de ferraille qui ne plaisait vraiment qu'à Bourvil.

Mais il a fallu que le Canard enchaîné *publie la nouvelle pour que la circulaire du service de la répression des fraudes soit connue. Car si le géant Perrier avait su faire publicité des tares de son eau, le petit producteur de Touchais comptait plutôt, lui, sur la discrétion du ministère. Faute de quoi il s'est défendu :* «L'acide cyanhydrique, il y en partout... Après tout, l'aspirine peut être, elle aussi, dangereuse si on en consomme de trop...». *Au centre anti-poison de Paris, que le* Canard enchaîné *a consulté, on précise par contre que* «même à de très faibles doses, ce toxique peut provoquer des accidents graves, et parfois mortels...».

Alors «l'eau ferrugineuse à la rigueur, l'eau cyanhydrique...».

Un communiqué de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)

La mort d'un travailleur clandestin : IL FAUT QUE LA LUMIERE SOIT FAITE

Vendredi 2 mars 1990 vers 15 heures, Ben Nejma Anouar, Tunisien âgé de 20 ans, sans papiers depuis un an, se rend avec un autre jeune au magasin Carrefour 2000 à Châlon Sud (Saône et Loire). A la sortie de la caisse il est interpellé par les agents de la sécurité de cette grande surface. Il a peur, il panique et prend la fuite.

Les agents de sécurité, le soupçonnant d'avoir commis un vol d'une paire de chaussures, le poursuivent sur la voie publique jusqu'au pont piétonnier (à 500 mètres du magasin) qui relie l'avenue Verdun à l'Ile Saint-Laurent.

Ce jeune ne passera pas le pont. Peut-être avait-il peur de se faire arrêter ; il se jette dans la Saône et ne réapparaîtra pas. Son corps sera retrouvé le 24 mars 1990 à 9 heures à cent mètres du lieu où il s'est jeté et ce malgré l'insistance de la famille sur la poursuite des recherches qui n'ont duré que deux jours.

Les autorités et la presse locales semblent avoir épousé la thèse des vigiles qui accusaient le jeune Anouar de vol.

Notre association s'élève contre les accusations graves et non fondées qui visent à faire passer la mort d'un jeune Arabe comme celle d'un criminel afin de disculper les vigiles dont l'action sur la voie publique a été à l'origine du drame. D'ailleurs ce n'est pas la première fois que des incidents se produisent entre vigiles zélés et jeunes issus de l'immigration, incidents qui se terminent parfois par des drames.

Notre association exige que toute la vérité soit faite.

L'UTIT dénonce la situation faite aux "clandestins". Le cas du jeune Anouar est éloquent. Entré en France un an avant sa mort, ayant un père résidant régulièrement depuis 1965 mais ne pouvant bénéficier du regroupement familial comme ses deux frères car il est majeur, il a travaillé, paradoxe de l'histoire, à la construction du magasin Carrefour où il a été employé "au noir".

Esclaves des patrons qui les emploient, présentés à la vindicte publique, boucs émissaires pour les politiciens, ceux qu'on appelle les clandestins sont des êtres humains qui ont fui la misère au prix de risques énormes qui leur coûtent parfois la vie. Il faut que cesse cette hypocrisie qui rend aussi bien les responsables que l'opinion indifférents à ce genre de drames qui frappent la "sous-humanité" des "clandestins" et leurs familles?

Paris, le 24 mars 1990.

Travail précaire :

PAS D'ACCORD POUR SE LAISSER FAIRE

Les négociations entre patronat et syndicats sur le travail précaire sont arrivées à leur conclusion et on attend maintenant de savoir quelles seront les organisations signataires. La CGT se refuse à toute signature, FO hésite et seules la CFDT et la CFTC seraient prêtes à accorder leur paraphe et leur caution.

Rappelons que cette négociation a été entamée à l'initiative du patronat, pour faire pièce à un projet de loi déposé par le ministre du Travail Jean-Pierre Soisson, projet qui devait déjà être discuté lors de la dernière session parlementaire d'automne. Le patronat a réussi à le faire bloquer jusqu'à la prochaine session de printemps ; il veut, avant qu'une nouvelle loi réglementant cette forme d'embauche à laquelle il a de plus en plus recours puisse être votée, essayer de régler le problème d'une manière qui lui soit plus favorable, par «la voie contractuelle».

Pour appâter les syndicats, il avait même laissé entendre, par la voix de ses représentants, qu'il s'engagerait à partir de là dans une nouvelle ère de discussions autour du tapis vert, et il avait avancé l'idée qu'il pourrait avoir des propositions à faire en ce qui concerne la représentation des syndicats dans les petites entreprises. Ce qui irait dans le sens d'un renforcement des appareils syndicaux, en particulier des plus faibles, et pourrait allécher les syndicats qui, comme la CFDT, revendiquent depuis longtemps sur ce terrain-là.

Pour le patronat, les choses ne semblent pas aller tout à fait comme il le souhaite. En particulier rien ne dit qu'un accord signé par quelques syndicats, peut-être même pas par FO, puisse permettre aux députés socialistes de demander à Jean-Pierre Soisson de remballer son projet pour s'en remettre à un tel accord plutôt qu'à une loi. D'autant que Mitterrand vient de mettre l'accent sur la lutte contre «les inégalités sociales»... qu'est-ce qui pourrait alors rester aux socialistes pour faire semblant ?

Il faut dire que le patronat a proposé à la signature des syndicats un projet globalement en retrait sur celui de Soisson, qui déjà n'allait pas bien loin. Le projet de Soisson reprenait la législation existante réglementant les cas de recours au travail précaire, et pour l'essentiel, restreignait à 12 mois au lieu de 24 mois la période où existerait la possibilité de renouveler les contrats pour un même travailleur. Tout en précisant qu'après des licenciements économiques, il ne serait pas possible pendant six mois d'avoir recours à cette forme d'embauche.

Le projet d'accord contractuel soumis aujourd'hui, lui, fixe la période de renouvellement à 18 mois au lieu de 12 (en deux contrats maximum), et revient sur l'impossibilité de recours au travail temporaire après des licenciements économiques. De plus, si la prime de précarité pour les CDD (Contrats à durée déterminée) passait de 5 % à 6 %, celle des intérimaires serait ramenée de 15 % à 10 % !

En dehors de ces dispositions, il y a celles concernant les accidents du travail, instituant la corresponsabilité entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise de travail temporaire (à raison d'un tiers seulement pour la première), quelques dispositions facilitant l'accès aux caisses de chômage pour les salariés en CDD ou en intérim, quelques «picaillons» voués à la «formation continue», toutes dispositions qui ne permettent guère de penser, qu'entre le projet Soisson et l'accord contractuel, de grands pas aient été franchis.

Et de toute façon, accord contractuel ou projet de loi, il faudrait être naïf pour penser que les textes ne seraient à l'avenir pas contournés par les patrons, comme l'ont été jusqu'à présent les précédentes lois et réglementations. On sait bien par exemple que, si la loi n'autorisait pas, jusque-là, le renouvellement des contrats au-delà d'une période de 24 mois, il suffisait d'interrompre celle-ci et de la reprendre quelques jours après, pour remettre les compteurs à zéro. Et point n'était même besoin de cela la plupart du temps. Car personne n'était avisé des contraventions patronales, et surtout personne n'était mobilisé pour les réprimer.

Pas étonnant que les patrons aient fait jusque-là presque tout ce qu'ils voulaient, à quelques exceptions près. C'est ainsi qu'on avait pu entendre le *«Comité pour les droits des intérimaires»* de Citroën, dénoncer des cas de travailleurs qui étaient pour certains jusqu'à depuis sept ans en intérim à l'usine d'Aulnay !

Toute ces discussions, tant parlementaires que contractuelles, sont finalement beaucoup de bruit pour pas grand'chose. Et encore une fois, la défense des droits des travailleurs - précaires d'aujourd'hui ou précaires de demain - dépend finalement bien plus de leur mobilisation, que de la vertu d'une réglementation de plus.

Louis GUILBERT

Il ne faut pas tout peindre en noir

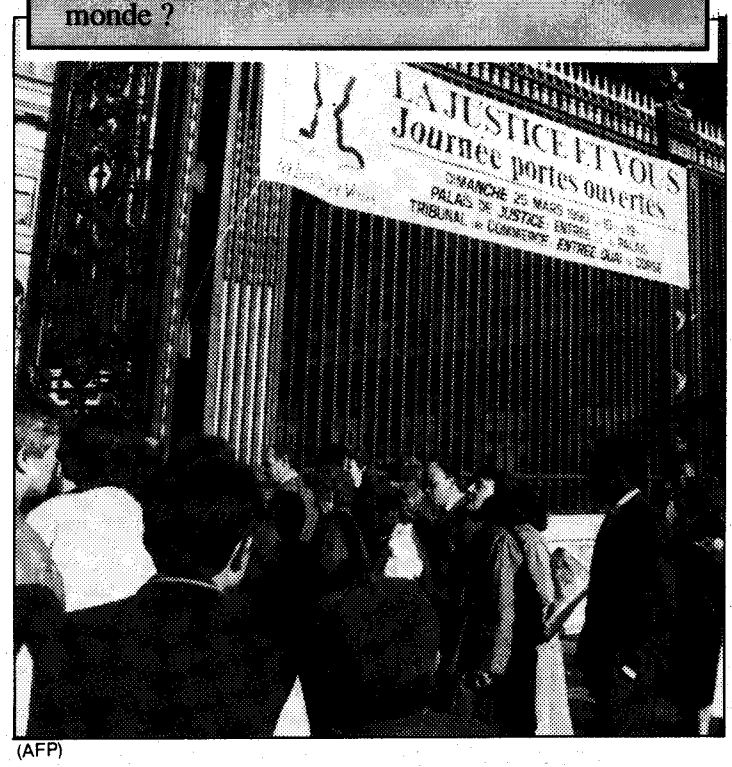
Nouveau record battu dans la vente de tableaux à l'Hôtel Drouot à la fin de la semaine. Le total est monté à 634 millions de francs alors que jusqu'à présent il avait culminé à 300 millions.

Eh oui, ça se bouscule pour acheter des Modigliani, des De Vlaminck ou autres, et il ne manque pas de riches qui cherchent à placer l'argent dont ils ne savent plus que faire. Non, il n'y a pas que des smicards à moins de 5 000 F par mois dans ce pays.

JUSTICE : LA PORTE OUVERTE NE MONTRE PAS TOUT

L'opération du *"Palais de Justice de Paris portes ouvertes"* a connu le succès. Il n'empêche que tous les sondages montrent que les gens ne font pas confiance à la justice et ne croient pas qu'elle est égale pour tous. C'est cher et compliqué pour les pauvres, et les riches s'en sortent mieux.

Rien que ça, c'est l'inverse de la justice. Et que dire des affaires d'Etat (fausses factures) ou de la bienveillance envers les bavures policières, lorsque le mot justice fait rigoler tout le monde ?



(AFP)

Des profits fous, un monde de dingues

Après 8,9 milliards en 1988, Renault annonce un nouveau record de profits en 1989 avec environ 10 milliards. Et ce sont tous les patrons pratiquement qui, depuis des années, annoncent des bénéfices en hausse.

Autant de profits que, ne sachant qu'en faire, ils jouent à la Bourse en risquant de mettre l'économie par terre pour cause de krach financier. Pendant qu'on bloque les salaires de ceux qui ont un emploi et qu'on condamne les autres au chômage !

Télécoms

Centre manuel international Paris Inter Archives

LA DIRECTION A DÛ RECULER

La grève, qui avait commencé le jeudi 15 mars contre la division en deux du Centre manuel international Paris Inter Archives, s'est poursuivie le mercredi 21 mars (cf LO n° 1136) avec une proportion de grévistes analogue (50%), car la Direction Internationale des Télécoms maintenait encore la veille son projet de division du centre.

Mais ce mercredi 21, changement complet de la situation : cette même Direction envoyait à l'assemblée générale des grévistes un émissaire (le responsable du projet lui-même) pour lire sa *"Décision"*, officiellement notifiée par écrit, qui plus est : *"Le projet de schéma directeur des services par opérateurs, qui avait été remis aux organisations syndicales pour information, et qui prévoyait en particulier la division du Centre International par Opérateurs d'Archives en deux entités de taille plus réduite, ne sera pas mis en œuvre"*.

C'est sous les applaudissements et les sourires plutôt moqueurs que cette décision a été accueillie. Aussitôt, une entrevue avec la Direction Internationale était demandée par l'assemblée pour discuter du paiement des jours de grève.

Fixée par la direction au surlendemain, vendredi 23 mars, avec l'ensemble des représentants syndicaux, dûment mandatés par les grévistes pour demander le paiement de leurs quatre jours de grève cette entrevue a débouché sur la proposition par la direction de payer 2 journées sur les quatre. La délégation refusa de se prononcer et s'en remit à l'assemblée générale du personnel, qui se réunit dès la fin de la négociation. La direction, qui espérait un engagement immédiat, en resta toute surprise et dépitée !

Pour tout le personnel, ce résultat est une victoire : aussi bien l'annulation du projet (même si le personnel sait très bien que cela ne peut être qu'un recul momentané) que le paiement de la moitié des jours de grève. Nous avons su profiter du fait que, dans cette période où le ministre Quilès met en discussion son projet de séparation et de réorganisation des PTT, le gouvernement cherche à éviter les remous, mais personne ne doute que c'est notre mobilisation qui a permis d'obtenir ce résultat.

Correspondant LO

Ph. Arc

Central téléphonique international dans la région parisienne.

PTT

UN APPEL À LA GRÈVE PEU SUIVI

(LO)

Bien qu'elle soit jusqu'à présent fort peu suivie, la CGT continue (ainsi que le syndicat SUD là où il existe) à maintenir dans les PTT son mot d'ordre de grève générale contre la plan Quilès. La fédération FO, elle, annonce qu'elle s'y mettra aussi à partir du lundi 2 avril.

Lancée depuis lundi 19 mars, cette grève était restée toute la semaine très minoritaire, touchant peu de centres. Et mis à part quelques centres de province, même dans les centres touchés, la grève regroupait peu de monde. Dans les centres de tri parisiens par exemple, la grève n'a été suivie la première semaine de façon sensible que dans certaines brigades, notamment des brigades de nuit.

Même dans ces brigades-là, après la pause du week-end (où la CGT n'appelait évidemment pas à débrayer, les effectifs étant très réduits), le pourcentage de grévistes se trouvait en début de semaine plus faible que la semaine précédente : au tri PLM (tri de la Gare de Lyon à Paris) par exemple, lundi 26 mars, la nuit, il y avait 35 grévistes sur 95 en salle, 17 sur 50 au transbordement, alors qu'environ la moitié de la brigade avait fait grève la semaine précédent. Il faut dire que pour cette brigade c'était déjà le septième jour de grève, alors que depuis le début les brigades de jour n'avaient pratiquement pas fait grève.

Bien sûr le gouvernement aimerait bien faire passer son projet de réforme des PTT sans remous : il en escompte plus de liberté de manœuvre pour arroser de subventions, de marchés de matériel, ou de sous-traitance, les patrons privés. Et il entend, comme il dit, «rentabiliser» la Poste, donc notamment continuer à réduire les effectifs. Il a trouvé l'appui des dirigeants pro-gouvernementaux de la CFDT, qui se sont faits les chantres du projet gouvernemental, et des miettes que Quilès a promis pour le faire avaler.

Les postiers ont bien des raisons de se méfier des projets du gouvernement et de ce qu'il leur réserve à plus long terme. Comme d'ailleurs ils ont bien des raisons de lutter contre les attaques qu'ils ont déjà subies, notamment celles subies, comme tous les travailleurs, sur le plan des salaires.

Mais il ne suffit pas de décréter d'en haut la «grève générale», et encore moins de forcer un peu la main aux grévistes en bluffant sur le fait que la grève *«monte en puissance»* ailleurs, pour faire qu'une grève se renforce et soit efficace. Au contraire.

Renodex Pont-de-Claix (Isère

UNE GRÈVE QUI A PAYÉ

Après six semaines de grève, le travail a repris à l'usine Renodex de Pont-de-Claix (Isère). Le patron a lâché 285 F d'augmentation mensuelle et quelques promotions individuelles.

Certes, c'est loin de la revendication initiale des 1 000 F pour tous, ramenée plus tard à 600 F par les syndicalistes pour *"montrer leur bonne volonté"*. D'ailleurs à l'assemblée générale, si 59 personnes se sont prononcées pour la reprise, 20 autres auraient bien voulu continuer... Mais c'est quand même une victoire et les grévistes en sont contents.

Cette grève a montré aux chefs et à la direction que les travailleurs n'étaient pas prêts à se laisser faire sans réagir.

Et surtout pendant toutes ces journées de lutte, pendant les repas pris en commun, pendant l'occupation... il y a eu une ambiance formidable, fraternelle, qui a rapproché les grévistes les uns des autres.

Et cela n'a pas échappé à la maîtrise qui se faisait discrète le lundi de la reprise... Cela aussi prépare l'avenir !

LANFRY (Rouen)

UNE NOUVELLE TRADITION : LA GRÈVE

L'entreprise de bâtiment Lanfry (135 personnes, dont une centaine à la production) est surtout connue à Rouen pour ses travaux de restauration des monuments historiques et en particulier de la cathédrale. La grève n'y est pas une pratique fréquente, puisque la dernière remonte à 1968 et le dernier débrayage de 2 heures à 1984 !

Lundi 19 mars les quatre chauffeurs, qui acheminent les matériaux sur les différents chantiers, ont décidé de partir en grève pour leurs salaires, inférieurs à 5 000 F. Dès le lendemain matin ils étaient rejoints par une trentaine de travailleurs de différents métiers, tailleurs de pierre, maçons, etc. L'après-midi le nombre de grévistes montait à 60. Le lendemain mercredi le cahier de revendications était mis au point : 4 F d'augmentation horaire (soit environ 680 F par mois), le 13e mois pour ceux qui ne l'ont pas, deux bleus de travail et une paire de chaussures de sécurité par an, 500 F de prime pour les chauffeurs et le paiement des heures de grève. Un comité de grève de neuf personnes était élu.

Chaque jour, tous les grévistes étaient présents pour participer à toutes les actions. Il y a eu des visites de chantiers Lanfry pour renforcer le mouvement et des manifestations, à Déville-lès-Rouen où se trouve le siège ainsi que dans le cœur de Rouen. Sur la banderole de tête, le slogan publicitaire du patron *«Lanfry, la tradition du futur»* était complété par *«les salaires du passé»*... en précisant bien sûr que Lanfry était en grève.

La grève a commencé à s'essouffler lundi 26 mars. Il y avait encore 50 grévistes mais qui ne voyaient pas comment faire reculer davantage Lanfry et décidaient de reprendre le travail le lendemain.

Finalement le patron n'a pas évolué sur ses premières propositions : 1,10 F d'augmentation horaire (en remplacement d'augmentations individuelles), un bleu par an et l'augmentation de 1,5 % prévue en avril avancée au 1er mars. Même si on est loin du compte, tous les participants au mouvement ont gardé très bon moral, certains disant qu'ils étaient prêts à remettre ça dans six mois ou un an.

POLICIERS, JUGES, PATRONS, ILS FONT LA LOI

Un vigile, qui avait assommé un homme en état d'ivresse, s'est fait prendre à partie par la foule des clients d'un supermarché de Massy.

On a alors découvert qu'il s'agissait d'un sous-brigadier de la section motocycliste du ministère de l'Intérieur qui travaillait "au noir".

Plus ils font d'heures ceux-là, et plus il y a de "bavures". Il est vrai que la justice se montre habituellement clémente pour eux, de même qu'on ne voit jamais de patrons aller en prison pour avoir eu recours au travail noir.

Fête de Lutte Ouvrière

à LIMOGES

Samedi 31 mars
(à partir de 16 heures)
à L'AUDITORIUM
(route d'Eymoutiers)

LES MORTS DU TUNNEL

On parle souvent des prouesses techniques du tunnel sous la Manche, du matériel ultra-moderne, etc.

Oui, mais il y a déjà eu cinq ouvriers tués (quatre du côté britannique et un du côté français).

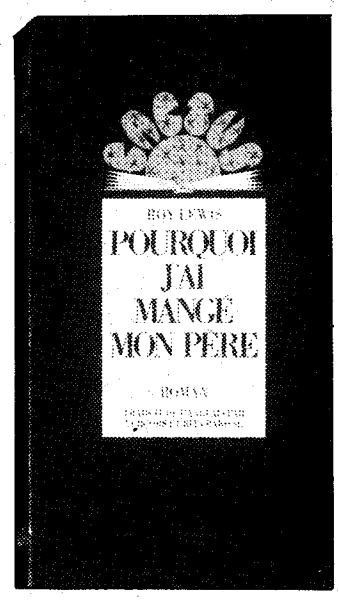
L'exploitation et les conditions de travail semblent dater, elles, d'un autre âge.

Un roman humoristique... préhistorique

POURQUOI J'AI MANGÉ MON PERE

de Roy LEWIS

Voilà un livre qui, bien qu'il ait été écrit il y a trente ans, n'a pas trop mal vieilli. Il faut dire qu'il s'agit des *Mémoires* d'un jeune homme du pliocène, lointaine époque où les hommes apprirent à se servir du feu et firent quelques autres découvertes tout aussi importantes pour l'avenir de l'humanité. Inutile de dire que l'auteur n'y était pas.



Ce journaliste et sociologue sait néanmoins conter ces découvertes de façon fort drôle.

Roy Lewis invente, brode, romance... en usant largement des termes scientifiques actuels et en faisant comme si le petit chef de tribu, héros du livre, avait été tout à fait conscient de ce qu'il faisait et préoccupé de l'avenir de l'humanité. C'est d'ailleurs le contraste entre cette vision scientifique de l'évolution de l'humanité, racontée avec les tics de langage des ethnologues modernes, et le récit des heurs et déboires de la petite tribu, qui fait toute la drôlerie du récit.

Ce court livre – on n'ose dire roman – plaira peut-être surtout à ceux qui ont déjà quelques connaissances sur la question. Mais il peut peut-être aussi constituer, malgré ses raccourcis un peu grossiers, une sorte de petite introduction à la préhistoire qui donne envie d'en savoir plus.

En tout cas, voilà un livre qui se dévore.

S.F.

Pourquoi j'ai mangé mon père *de Roy Lewis* – *Actes Sud – 162 pages. 85 F.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

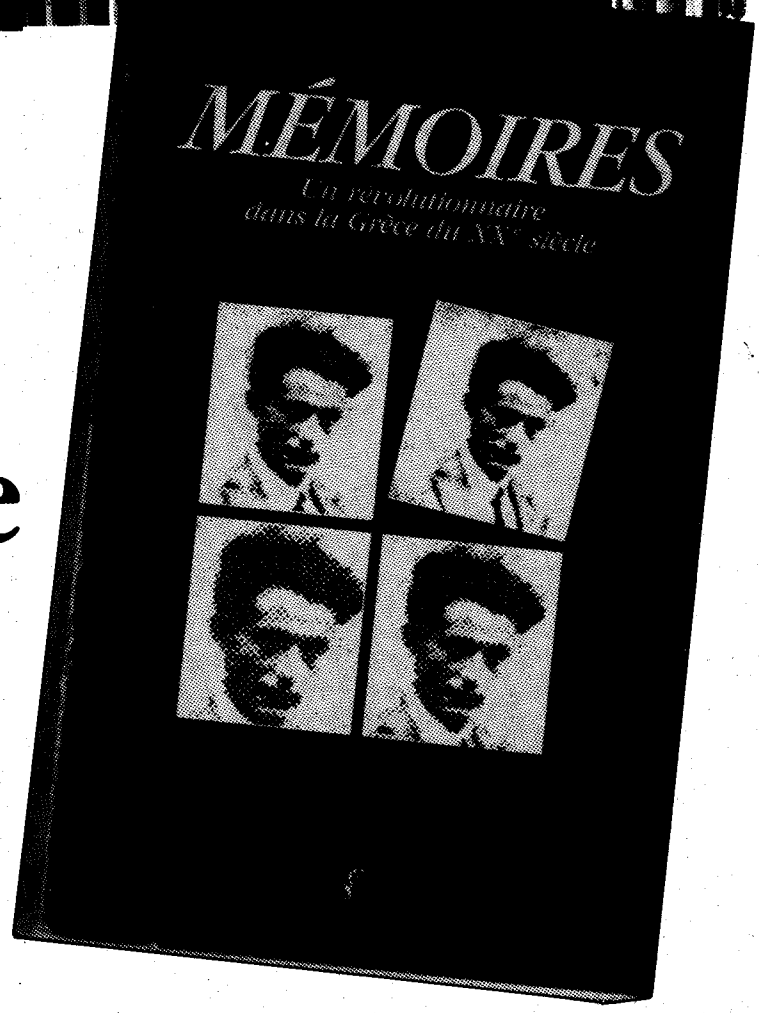
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

MÉMOIRES

Un révolutionnaire dans la Grèce du XX^e siècle

d'A. STINAS



A. Stinas, dont les *Mémoires* viennent d'être publiées en français, a été un militant trotskyste grec de 1931 à 1947. Né en 1900, il avait milité très jeune dans le groupe socialiste de l'Ile de Corfou, où il habitait, s'était enthousiasmé pour la Révolution russe, avait adhéré en 1920 au Parti Communiste Grec, dont il devint en 1928 responsable de l'organisation de Salonique et membre du Comité central.

En 1926 Stinas avait, dans le PCG, pris position contre l'Opposition de gauche, dont le secrétaire général du PCG en 1925, Pouliopoulos, écarté de la direction du parti en 1926, puis exclu en 1927 pour «trotskysme», avait propagé les thèses. Mais en 1931 Stinas rompait à son tour avec le PCG et sa direction stalinienne pour rejoindre le trotskysme. En 1935 il dirigeait l'un des deux groupes trotskystes grecs, l'Union Communiste Internationaliste, l'autre groupe, l'Organisation des Communistes Internationalistes, étant animé par Pouliopoulos et Michel Raptis, dit Pablo.

En 1947, Stinas rompait avec la IV^e Internationale, pour remettre en cause, par la suite, les analyses même de Trotsky sur la nature de l'URSS, et même le bolchevisme et la notion léniniste du parti, rendus responsables de la dégénérescence de l'URSS. Stinas partagea les positions du courant Socialisme ou Barbarie de Castoriadis, militant d'origine grecque qui avait milité dans le groupe de Stinas pendant la guerre.

Les débuts du mouvement communiste grec

Les analyses de Stinas et Castoriadis se retrouvent bien entendu en plusieurs endroits de ses *Mémoires,* écrites dans le milieu des années 1970 (publiées en Grèce en 1977). De même, il est peut-être parfois difficile de faire la part de vérité ou de rancune dans la façon dont Stinas décrit les autres groupes. Mais malgré son changement de point de vue, Stinas s'est efforcé de retracer à la fois son activité de 1920 à 1945, et la façon dont à l'époque il analysait la situation, ainsi que les discussions qu'il y avait au sein du mouvement communiste et révolutionnaire grec. C'est cela qui rend son livre intéressant.

Stinas raconte les principales luttes du mouvement ouvrier grec de l'entre-deux guerres : la lutte contre la guerre que la Grèce menait contre la Turquie de Kemal, en 1921-1922, à laquelle les jeunes militants communistes comme Stinas prirent une grande part et qui leur fit connaître leurs premières années de prison ; les grèves sauvagement réprimées par les dictatures militaires qui se sont succédé en Grèce ; les grèves de mai 1936 réprimées avec brutalité par la police (12 ouvriers tués et 300 blessés le 9 mai à Salonique) et trahies comme en France par le Parti Communiste. C'est l'un des aspects de ces *Mémoires.*

Les trotskystes et la Résistance

Mais ce livre est surtout intéressant du point de vue, plus spécialisé, de ceux qui veulent se pencher un peu en détail sur l'histoire du mouvement trotskyste. Ils liront notamment avec intérêt les textes, datant de 1940, d'une discussion sur la politique à avoir dans la guerre. Elle fut menée dans le camp pour communistes d'Acronauplie, où plusieurs militants des deux organisations trotskystes grecques, dont Stinas et Pouliopoulos, étaient prisonniers.

Stinas discute longuement la politique du Parti Communiste Grec dans la résistance de 1941 à 1945, puis dans la deuxième guerre civile grecque, ainsi que les diverses positions du mouvement trotskyste grec à ce sujet.

Dans une courte préface à l'édition française de ces *Mémoires,* Michel Pablo écrit : «*L'évolution idéologique d'A. Stinas... explique pourquoi il a adopté pendant la guerre une attitude carrément hostile au formidable mouvement populaire de la Résistance, dirigée dans les faits par le Parti Communiste, en l'assimilant à un mouvement nationaliste rétrograde au service de l'impérialisme. C'est de cette position que découle aussi sa condamnation sans appel de la ligne de Trostky concernant la «défense de l'URSS» et la ligne que la IV^e Internationale adopta pendant la guerre*».

Stinas à l'époque combattait le suivisme des autres organisations trotkystes vis-à-vis des staliniens et des mouvements de résistance nationaliste qu'ils animaient. Il le faisait en se réclamant des idées de Lénine et de Trotsky. Même si dès 1940 il n'était pas d'accord avec le mot d'ordre de «*défense de l'URSS*» de Trotsky, craignant qu'il n'aboutisse, dans les pays ennemis de l'Allemagne, au ralliement de fait des révolutionnaires de ces pays derrière leur bourgeoisie nationale ou même en URSS au ralliement derrière la bureaucratie, au lieu de son renversement révolutionnaire. Et il dit avoir découvert en 1944, avec consternation, que les errements nationalistes et démocratiques bourgeois d'une partie des trotskystes grecs avaient leurs pendants dans le mouvement trotskyste de France, d'Allemagne ou des Etats-Unis.

★ ★ ★

Stinas en est venu finalement à jeter le bébé avec l'eau de la baignoire, en rendant le trotskysme, voire le marxisme même, responsable de ces errements opportunistes.

Mais son livre est un des rares qui présente ce que Pablo et, avec lui, une grande partie du mouvement trotskyste ont toujours présenté comme «*le formidable mouvement populaire de la Résistance*» pour ce qu'il fut réellement : un ralliement des communistes grecs, comme des staliniens du monde entier, à partir de 1941, à l'un des deux camps impérialistes ; un mouvement nationaliste grec, qui ne considérait le peuple que comme son armée, dont l'efficacité fut limitée contre l'armée allemande, mais féroce dans la lutte pour s'assurer le monopole sur le mouvement nationaliste, et encore plus féroce dans l'élimination des opposants à la ligne stalinienne au sein du mouvement communiste, et notamment l'assassinat des militants trotskystes.

Olivier BELIN

Mémoires *de A. Stinas, Editions La Brèche, 350 pages. 130 F.*

Au Studio des Ursulines à Paris :

DES FILMS SUR LA GUERRE D'ESPAGNE

Des films sur la guerre d'Espagne, faisant partie des archives de la CNT de 1936 ou réalisés à l'initiative de la CNT, seront projetés au Studio des Ursulines, rue des Ursulines à Paris 5^e, les 1^er et 2 avril, de 13 h 30 à 22 h 30 :

a) Pour un autre futur (1^re et 2^e partie)

b) - Sous le signe libertaire (documentaire de 1936)

- Un autre futur (3^e partie).

Tarif : 34 F, ou 50 F pour deux séances (a+b).

ESPAGNE

Pour les 25 000 pesetas

LA GRÈVE ACTIVE ET DÉTERMINÉE DES AUTOBUS DE MADRID

Cela fait deux semaines que plus un autobus ne circule dans Madrid. La quasi-totalité des 7 000 travailleurs des bus de Madrid est en effet en grève totale pour 25 000 pesetas (environ 1 500 F).

Leur détermination ne faiblit pas et tous les dépôts sont occupés par des piquets de plusieurs centaines de grévistes organisés en deux roulements de 12 h. Ils ne sont abandonnés que pour l'assemblée générale quotidienne de l'ensemble des grévistes qui se tient en fin de matinée à Fuencarral et rassemble tous les jours entre 2 500 et 4 000 travailleurs.

C'est là que tous les jours les grévistes et les responsables du comité de grève débattent de leurs problèmes et prennent les décisions sur la politique à suivre. Cette volonté de discuter et de décider est fortement ressentie par les grévistes. Ainsi lorsque des responsables du comité de grève ont proposé qu'exceptionnellement l'assemblée générale du dimanche 25 soit annulée pour permettre aux grévistes de se reposer, la réponse a été unanime : pas question ! Et l'assemblée générale du dimanche a eu lieu avec la même participation.

Chaque jour, le bulletin du comité de grève «*Marche ou crève*» est particulièrement lu et commenté : il fait le point des décisions prises à l'AG, répond aux attaques de la direction et aux mensonges de la presse. C'est le «journal officiel de la grève». Les responsables du comité de grève ont d'ailleurs prévenu : *«Ne croyez aucune nouvelle qui n'aura pas été annoncée en AG ou dans le bulletin».*

QUI DIRIGE LA GREVE ?

Ce qui fait la particularité de cette grève, comme d'ailleurs celle du métro qui l'a précédée, c'est le fait que les syndicats majoritaires, Commissions Ouvrières et UGT, ont été totalement débordés. Au point que pas un des responsables syndicaux n'a jusqu'alors osé venir prendre la parole en assemblée générale.

Bien sûr, l'attitude des syndicats lors des négociations de l'actuel «convenio» (convention collective annuelle ou bi-annuelle) avait particulièrement choqué les travailleurs puisqu'ils avaient signé un pré-accord sans les consulter. Mais ce discrédit ne date pas d'aujourd'hui. Il est lié à l'attitude des syndicats qui depuis des années ont signé des accords dans le dos des travailleurs et à leur détriment. Ce genre de réactions s'était déjà manifesté dans un passé récent dans d'autres secteurs où les travailleurs avaient, à la SEAT ou dans les banques, remis en cause des accords signés par les syndicats.

Ce qui a aussi permis que les dirigeants syndicaux soient aussi facilement débarqués, c'est qu'il existe dans l'entreprise un regroupement de militants ouvriers, dont certains ont participé aux grèves sous la dictature franquiste, qui restent attachés à cette forme de grève démocratique «d'avant» et qui n'acceptent pas les pratiques syndicales actuelles. Ces militants se sont regroupés dans une «Plate-forme syndicale», reprenant un nom utilisé lors d'une grève victorieuse des autobus à Madrid en 1976.

Déjà, lors du précédent «convenio», les militants de la «Plate-forme syndicale» avaient fait une campagne sur le thème de l'augmentation des salaires. Et à cette occasion, il avait été possible de mesurer leur audience face à celle des syndicats : alors que Commissions Ouvrières et UGT rassemblaient péniblement 40 à 50 personnes, la «Plate-forme syndicale» avait notamment organisé une assemblée générale regroupant 500 travailleurs.

Cela explique qu'aujourd'hui, les militants de la «Plate-forme syndicale» se retrouvent à la tête de la grève, plébiscités par leurs camarades dont ils se sont engagés à respecter les décisions, engagement qu'ils ont tenu jusqu'à maintenant.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA GRÈVE ?

Jusqu'à maintenant, la direction de l'entreprise, de la Mairie et de la Communauté de Madrid se refusent à négocier et misent sur l'affaiblissement de la détermination des grévistes. La direction se refuse à reconnaître la «légitimité» des dirigeants de la grève, d'autant plus que Commissions Ouvrières et UGT en ont fait un ultimatum : si la direction négocie avec les représentants reconnus des grévistes, ils se refuseront à signer quelque accord que ce soit.

Alors, que va faire la direction ? Va-t-elle «jouer la montre» ? Va-t-elle tenter un coup de force en faisant évacuer les dépôts par la police ? Va-t-elle licencier des grévistes «pris en otage» pour des négociations ultérieures ?

Outre les choix de la direction, ce qui influera sur la détermination des grévistes, c'est aussi l'appui qu'ils rencontreront auprès des travailleurs madrilènes. Jusqu'à maintenant, les tentatives de la direction, relayée par la télé et une partie de la presse, d'utiliser «le mécontentement des usagers» ont fait long feu.

Jusqu'à maintenant, les grévistes, tout comme les dirigeants de la grève, sont convaincus que l'essentiel est de tenir bon et que l'entreprise n'aura pas d'autre choix que de céder. Mais la partie ne se joue pas seulement ainsi, à l'intérieur de l'entreprise, entre les travailleurs et la direction. Elle se joue aussi au dehors. Et le plus sûr moyen de trouver la sympathie des travailleurs madrilènes serait de leur montrer que la revendication des 25 000 pesetas les concerne aussi et de faire appel à la solidarité en les appelant à la lutte sur ce terrain.

Ph. Arc

Une assemblée des grévistes.

ITALIE

LA TRÈVE DE LA "PANTHÈRE"

Après une ultime manifestation à Naples, le 17 mars, le mouvement d'occupation des facultés italiennes par les étudiants a pris fin.

Ce mouvement avait pris naissance au mois de décembre en réponse à un projet de loi, dû au ministre Ruberti, prévoyant la possibilité d'un recours au financement privé des universités. Né à Palerme, en Sicile, il s'était ensuite étendu à l'ensemble de la péninsule, se traduisant par l'occupation des facultés et de multiples manifestations. Il avait choisi un emblème : la "panthère" échappée de sa cage...

Face au mouvement, qui l'a un moment inquiété, le gouvernement italien a choisi la tactique du pourrissement : il a attendu que la "panthère" s'épuise. La loi Ruberti n'a pas été retirée et, après trois mois, le mouvement a dû prendre fin.

Ce qui satisfait sans doute les politiciens, mais ne réglera pas pour autant le problème des universités italiennes surchargées, manquant de crédits et souvent dans un état de décrépitude avancée. En Italie comme ailleurs, les gouvernants préfèrent dépenser l'argent de l'Etat à des choses plus lucratives que l'enseignement...

A. F.

Prochaine réunion du

CERCLE LEON TROTSKY

RELATIONS EST-OUEST :
LA FIN DE LA POLITIQUE DES BLOCS ?

VENDREDI 27 AVRIL, A 20 H 30
Salle de la Mutualité : 24, rue Saint-Victor, à Paris (5e)

Métro : Maubert-Mutualité. Participation aux frais : 10 F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995